



DECISION OF THE CAFI EXECUTIVE BOARD MEETING

Democratic Republic of the Congo Letter of Intent and Country Allocation

EB.2021.18

Adopted by mail on 2 November 2021

Considering:

- The Letter of Intent signed between CAFI and the Government of the Democratic Republic of the Congo on 22 April 2016 and its expiry on 31 December 2020
- Executive Board decisions regarding the new partnership EB.2020.12 and EB.2021.24

The Executive Board of the Central African Forest Initiative (CAFI):

1. Approves the new Letter of Intent between the Democratic Republic of the Congo and the Central African Forest Initiative. To this effect a joint statement will be signed by his Excellency Felix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, President of the Democratic Republic of the Congo and by the Right Honourable Boris Johnson, Prime Minister of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, on behalf of the Executive Board of CAFI on the Renewal and Expansion of the Partnership for Green development in the Democratic Republic of the Congo for the period 2021-2031. The LOI is annexed to the joint statement. The Joint Statement will be signed in English and French and the Letter of Intent will be in English and French; the French version of the Letter of Intent takes precedence.
2. Approves an allocation of up to 500 million USD from the CAFI Trust Fund to support the implementation of the Letter of Intent.

The allocation is subject to the fulfilment of the conditions in the CAFI Standard Administrative Agreement including conditions relevant to the availability of funds.

ANNEX 1 A – Joint statement in French

ANNEX 1 B – Joint statement in English

ANNEX 2 A - Letter of Intent in French

ANNEX 2 B – Letter of Intent in English



COMMUNIQUE CONJOINT

DE SON EXCELLENCE MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO, M.

FELIX-ANTOINE TSHISEKEDI TSHILOMBO

ET

DU TRES HONORABLE BORIS JOHNSON, MONSIEUR LE PREMIER MINISTRE DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD, AU NOM DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'INITIATIVE POUR LA FORET D'AFRIQUE CENTRALE (CAFI)

POUR LE RENOUELEMENT ET L'ELARGISSEMENT DU PARTENARIAT POUR UN DEVELOPPEMENT VERT DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO SUR LA PERIODE 2021-2031.

Nous, Président de la République Démocratique du Congo et Premier Ministre du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande du Nord, réunis ce 2 novembre 2021, lors du Sommet Mondial des Dirigeants, à l'occasion de la 26^{ème} Conférence des Parties à la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CNUCC), sous la Présidence du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande du Nord,

Reconnaissant :

- L'Accord de Paris signé le 12 décembre 2015 par les Parties à la CCNUCC ;
- La Déclaration de Kunming adoptée en Octobre 2021 lors du Segment de Haut Niveau de la 15^{ème} Conférence des Parties à la Convention sur la Diversité Biologique ;
- La Déclaration d'engagement des Etats membres de la COMIFAC pour les forêts d'Afrique centrale et leur appel pour un financement équitable du 26 août 2021 ;
- La Déclaration de Brazzaville sur les Tourbières du 22 mars 2018 et la Résolution UNEP/EA.4/RES.16 sur la Conservation et la Gestion durable des Tourbières du 15 mars 2019 ;

- La Déclaration des Dirigeants de Glasgow sur les Forêts et l'Utilisation des Terres du 2 novembre 2021 ;
- La participation de la République Démocratique du Congo à la Coalition de la Haute ambition pour la Nature et les Peuples ;
- La gravité des enjeux liés aux changements climatiques et à l'érosion de la biodiversité ;
- Le rôle central joué par les forêts tropicales du bassin du Congo, et plus particulièrement les forêts de la République Démocratique du Congo, en termes de services écosystémiques, de stockage de carbone et de régulation de la pluviométrie pour l'agriculture aux niveaux national et régional ;
- Les orientations du Plan National Stratégique de Développement (PNSD 2019–2023) et de la Stratégie-cadre nationale REDD+ de la République Démocratique du Congo ;
- L'ampleur des défis devant être relevés par la République Démocratique du Congo pour promouvoir une trajectoire de développement durable ;
- L'importance de renforcer les politiques d'utilisation des terres et de la gestion durable des ressources naturelles pour contribuer aux efforts de développement du pays ;
- Le discours du S.E.M le Président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, Chef de l'État de la République Démocratique du Congo, à l'occasion de la journée internationale des Peuples Autochtones, le 8 août 2020 ;

Saluons le renouvellement et l'élargissement d'un partenariat de long terme entre la République Démocratique du Congo et l'Initiative pour la Forêt d'Afrique Centrale sur la période 2021-2031 pour promouvoir un développement vert et mettre en œuvre les objectifs de la Contribution Déterminée au Niveau National et de la Stratégie-cadre Nationale REDD+ de la République Démocratique du Congo, sur la base des orientations définies par la Lettre d'Intention mutuellement convenue par le Gouvernement de la République Démocratique du Congo et l'Initiative pour la Forêt d'Afrique Centrale.

Nous sommes heureux des engagements respectifs, ambitieux et concrets qui sont exprimés dans la Lettre d'intention, à savoir :

D'une part que :

- La République Démocratique du Congo s'engage à œuvrer en partenariat avec l'Initiative pour la Forêt de l'Afrique Centrale dans l'objectif d'arrêter et inverser la perte de forêts et la dégradation des terres d'ici 2031, tout en assurant un développement durable et en promouvant une transformation rurale inclusive.
- Sur base de financements conséquents, additionnels, nouveaux et prévisibles, elle s'engage à d'une part, stabiliser et, le cas échéant, réduire la perte annuelle de couvert forestier ; et d'autre part, à compenser les pertes résiduelles de couvert forestier par la régénération naturelle ainsi que le boisement-reboisement et l'agroforesterie.
- Un plafond de perte annuelle de couvert forestier est fixé à sa moyenne sur la période 2014-2018, précisément un maximum de 667 867 hectares par an.

D'autre part que :

- L'Initiative pour la Forêt de l'Afrique Centrale a approuvé une allocation initiale de 500 millions de dollars Américains en provenance de son Fonds Fiduciaire sur la période de 2021-2026.

- L'Initiative pour la Forêt de l'Afrique Centrale s'engage à déployer des efforts pour mobiliser des financements conséquents pour couvrir les engagements pris par la République Démocratique du Congo pour la période correspondante, conformément à la déclaration de la COMIFAC pour un Accord Equitable pour les Forêts du Bassin du Congo signée le 26 août 2021.
- L'Initiative pour la Forêt de l'Afrique Centrale reconnaît la redevabilité de la République Démocratique du Congo dans l'atteinte des objectifs et des jalons identifiés dans la Lettre d'Intention signée entre parties.

Nous reconnaissons que la présente Lettre d'Intention, comme convenue par la République Démocratique du Congo et l'Initiative pour la Forêt de l'Afrique Centrale, servira d'instrument pour la mobilisation des financements additionnels tant publics que privés, domestiques, bilatéraux et multilatéraux pour permettre à la République Démocratique du Congo d'atteindre ses ambitions de développement vert.

Nous sommes conscients du fait que la 26^{ème} Conférence des Parties de la Convention Cadre des Nations Unies nous a permis de renouveler et de revitaliser notre partenariat ; et *nous espérons*, dès lors, que ce partenariat sera une véritable source d'inspiration au niveau mondial.

Ayant délibéré sur les points susmentionnés, *endossons* la Lettre d'Intention.

SON EXCELLENCE FELIX-ANTOINE
TSHISEKEDI TSHILOMBO

LE TRES HONORABLE BORIS JOHNSON

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE
DEMOCRATIQUE DU CONGO

PREMIER MINISTRE DU ROYAUME UNI DE
LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU
NORD

Date

Date



JOINT STATEMENT

BY HIS EXCELLENCY FELIX-ANTOINE TSHISEKEDI TSHILOMBO, PRESIDENT OF THE
DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO (DRC)

AND

BY THE RIGHT HONOURABLE BORIS JOHNSON, PRIME MINISTER OF THE UNITED KINGDOM OF
GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, ON BEHALF OF THE EXECUTIVE BOARD OF THE
CENTRAL AFRICAN FOREST INITIATIVE (CAFI)

ON THE RENEWAL AND EXPANSION OF THE PARTNERSHIP FOR GREEN DEVELOPMENT IN THE
DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO FOR THE PERIOD 2021-2031.

We, the President of the Democratic Republic of the Congo and the Prime Minister of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, meeting on the 2 November 2021 at the Global Leaders Summit on the occasion of the 26th Conference of the Parties to the United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC), under the Presidency of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland,

Recognise :

- The Paris Agreement signed on 12 December 2015 by the Parties to the UNFCCC;
- The Kunming Declaration adopted in October 2021 during the High-Level Segment of the 15th Conference of the Parties of United Nations Conference on Biodiversity;
- The COMIFAC Declaration of 26 August 2021 for an Equitable Agreement for the Forests of the Congo Basin;

- The Brazzaville Declaration on Peatlands of 22 March 2018 and the Resolution UNEP/EA.4/RES.16 on the Conservation and Sustainable Management of Peatlands of 15 March 2019;
- The Glasgow Leaders' Declaration on Forests and Land Use of 2 November 2021;
- The participation of the Democratic Republic of the Congo in the High Ambition Coalition for Nature and People;
- The seriousness of the issues of climate change and biodiversity loss;
- The central role played by the tropical forests of the Congo Basin, and more particularly the forests of the Democratic Republic of the Congo, in providing ecosystem services, including carbon stocks, and regulating rainfall for agriculture at national and regional levels;
- The contents of the National Strategic Development Plan (PNSD 2019-2023) and the National REDD+ Framework Strategy of the Democratic Republic of the Congo;
- The magnitude of the challenges facing the Democratic Republic of the Congo to promote a sustainable development path;
- The importance of strengthening land use policies and the sustainable management of natural resources to contribute to the country's development;
- The speech made by of H.E. President Felix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, Head of State of the Democratic Republic of the Congo, on the International Day of Indigenous Peoples on 8 August 2020;

Welcome the renewal and expansion of a long-term partnership between the Democratic Republic of the Congo and the Central African Forest Initiative over the 2021-2031 period to promote green development and to implement the objectives of the Democratic Republic of the Congo's Nationally Determined Contribution and National REDD+ Framework Strategy, based on the directions set by the Letter of Intent as mutually agreed to by the Government of the Democratic Republic of the Congo and the Central African Forest Initiative.

Note with pleasure the mutual, ambitious and concrete commitments articulated in the Letter of Intent, namely that:

- The Democratic Republic of the Congo commits to work in partnership with the Central African Forest Initiative to halt and reverse forest loss and land degradation by 2031 while ensuring sustainable development and promoting inclusive rural transformation.
- Based on substantial, additional, new and predictable funding, the Democratic Republic of the Congo commits to stabilise and, where appropriate, reduce the annual loss of forest cover, and to compensate for residual losses of forest cover through natural regeneration as well as afforestation-reforestation and agroforestry.
- A cap on the annual loss of forest cover is set at its average for the 2014-2018 period, specifically a maximum of 667,867 hectares per year.

and that:

- The Central African Forest Initiative has approved an initial allocation of USD 500 million from its Trust Fund over the period 2021-2026.

- The Central African Forest Initiative commits to undertaking efforts to mobilise substantial funding to cover the commitments made by the Democratic Republic of the Congo for the corresponding period, in accordance with the COMIFAC Declaration for an Equitable Agreement for the Forests of the Congo Basin signed on 26 August 2021.
- The Central African Forest Initiative recognises the Democratic Republic of the Congo as accountable for reaching the objectives and milestones identified in the Letter of Intent signed by the two parties.

Recognise that the Letter of Intent, as agreed to by the Democratic Republic of the Congo and the Central African Forest Initiative, will serve as an instrument to mobilise additional public and private, domestic, bilateral and multilateral funding to enable the Democratic Republic of the Congo to achieve its green development ambitions.

Are aware that the 26th Conference of the Parties of the United Nations Framework Convention has renewed and revitalised our partnership; and *we hope* that our partnership will serve as a source of inspiration for the world as a whole.

Having deliberated on the above points, herewith *endorse* the Letter of Intent

HIS EXCELLENCY FELIX-ANTOINE
TSHISEKEDI TSHILOMBO

PRESIDENT OF THE DEMOCRATIC
REPUBLIC OF THE CONGO

Date

THE RIGHT HONOURABLE BORIS JOHNSON

PRIME MINISTER, OF THE UNITED
KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND
NORTHERN IRELAND

Date

Annex : DRC-CAFI Letter of Intent 2021-31

Lettre d'Intention portant sur le renouvellement et l'élargissement d'un Partenariat pour un Développement Vert dans le cadre de l'Initiative pour la Forêt d'Afrique Centrale (CAFI) sur la période 2021-2031

Entre
L'Initiative pour la Forêt d'Afrique Centrale (CAFI)
et
Le Gouvernement de la République Démocratique du Congo

Ci-après conjointement désignés les « Signataires »,

PRÉAMBULE

Reconnaissant :

- Les orientations du Plan National Stratégique de Développement (PNSD 2019–2023) ;
- Les orientations de la Contribution Déterminée à l'échelle Nationale (CDN) révisée en 2021 et la volonté affirmée du gouvernement de la RDC de mettre en œuvre en vue de l'atteinte des objectifs de l'Accord de Paris ;
- L'objectif de la Stratégie-cadre nationale REDD+ de stabiliser le couvert forestier à 63,5% du territoire national ;
- Le caractère éminemment transversal et multisectoriel du secteur Utilisation des Terres, Changement d'Affectation des Terres et Foresterie (UTCATF) ;
- L'ampleur des défis devant être relevés par la République Démocratique du Congo pour promouvoir une trajectoire de développement durable ;
- L'importance de renforcer les politiques d'utilisation des terres et de la gestion durable des ressources naturelles pour contribuer aux efforts de développement du pays ;
- La gravité des enjeux liés aux changements climatiques et à l'érosion de la biodiversité ;
- Le rôle central joué par les forêts tropicales du bassin du Congo, et plus particulièrement les forêts congolaises, dans la régulation de la pluviométrie pour l'agriculture aux niveaux national et régional ;
- Les avancées réalisées sur un grand nombre de jalons de la première lettre d'intention CAFI-RDC ;
- La déclaration de Kunming et la participation de la RDC à la coalition pour une Haute ambition pour la nature ;

- La Déclaration d'engagement des États membres de la COMIFAC pour les forêts d'Afrique centrale et appel pour un financement équitable du 26 août 2021-;
- Le discours du Chef de l'État à l'occasion de la journée internationale des peuples autochtones le 08 août 2020¹ ; et
- La Déclaration de Brazzaville sur les Tourbières du 22 mars 2018 et la Résolution UNEP/EA.4/RES.16 sur la Conservation et la Gestion durable des Tourbières du 15 mars 2019.

Les Signataires expriment leur volonté de renouveler et élargir leur partenariat de long terme pour la mise en œuvre de la Stratégie-Cadre Nationale REDD+ de la République Démocratique du Congo et de son Plan d'Investissement, sur la base de la présente Lettre d'intention, suite à la décision du Conseil d'administration de CAFI EB.2021.18 du 1^{er} novembre 2021.

La présente Lettre d'Intention précise son objet et fixe les principes et modalités du partenariat sur la période 2021-2031. La portée globale du partenariat dépendra d'une part, des progrès réalisés dans l'atteinte des objectifs et jalons fixés pour la première sous-période 2021-2026, et d'autre part, des engagements financiers de CAFI pour la deuxième sous-période, lesquels seront évalués dans le cadre d'une revue à mi-parcours en 2026.

I. OBJET DE LA LETTRE D'INTENTION

La présente Lettre d'intention définit les ambitions respectives du partenariat :

1.1. Engagements de la RDC

Couvert forestier

La RDC s'engage à œuvrer en partenariat avec CAFI dans l'objectif d'arrêter et inverser la perte de forêts et la dégradation des terres d'ici 2031 tout en assurant un développement durable et en faisant la promotion d'une transformation rurale inclusive, en accord avec la CDN révisée de la RDC, l'Accord de Paris sur le climat, ainsi que la Déclaration des Dirigeants de Glasgow sur les Forêts et l'Utilisation des Terres du 02 novembre 2021.

Dans la mise en œuvre de cet objectif et au vu des données issues du Système National de Surveillance des Forêts, la RDC s'engage, sur base de financements conséquents, additionnels, nouveaux et prévisibles, à :

- d'une part, stabiliser et, le cas échéant, réduire la perte annuelle de couvert forestier ; et
- d'autre part, compenser les pertes résiduelles de couvert forestier par la régénération naturelle ainsi que le boisement-reboisement et l'agroforesterie².

¹ Dont les sections suivantes : « Les grandes orientations et engagements de mon gouvernement sur la question Autochtone Pygmée sont donc les suivantes : [...] « Sécuriser juridiquement les terres et terroirs ancestraux des Autochtones Pygmées sous forme de grandes réserves naturelles, écologiques et communautaires, selon la volonté et sous le contrôle de ces peuples ».

² Notamment dans le Cadre du Défi de Bonn et de l'initiative AFR100, ainsi que l'initiative Présidentielle « 1 Milliard d'arbres ».

Un plafond de perte annuelle de couvert forestier est fixé à sa moyenne sur la période 2014-2018³, soit un maximum de 667 867 ha par an.

Ce plafond sera révisé à la baisse d'ici fin 2023 sur base des données disponibles issues du système national de surveillance des forêts les plus récentes, allant au moins jusqu'en 2021, puis de manière biennale, en dialogue avec le Conseil d'administration de CAFI. Une attention particulière sera portée sur la cohérence entre ce plafond et le Niveau d'Émissions de Référence Forestier (NERF) révisé, et la Contribution déterminée au niveau national sera alors mise à jour pour intégrer ce plafond et soumise à nouveau au Secrétariat de la Convention-Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique.

Engagements politiques 2031

Aménagement du Territoire	<ul style="list-style-type: none"> ● Les forêts de grande valeur, les tourbières et les concessions des forêts des communautés locales sont intégrées de manière systématique dans les processus et plans d'aménagement du territoire, en vue de leur préservation. ● Tous les contrats d'affectations des terres (agriculture, forêts, mines, hydrocarbures) sont centralisés et publiés de manière transparente.
Energie	<ul style="list-style-type: none"> ● La part de bois-énergie non-durable pour la cuisson dans les principaux centres urbains est réduite d'au moins 50% au travers d'approches intégrées.
Agriculture	<ul style="list-style-type: none"> ● Dans les forêts de grande valeur et les tourbières⁴ : <ul style="list-style-type: none"> ○ L'agriculture familiale et intermédiaire est accompagnée pour en réduire l'impact sur la biodiversité et les stocks de carbone, y compris en régulant strictement le drainage des tourbières. ○ Aucune concession agroindustrielle incompatible avec la préservation des forêts et des tourbières n'y est attribuée ; ces concessions sont orientées en priorité vers les zones savanicoles et à défaut les forêts dégradées⁵. ● Le développement agricole est orienté en priorité dans les zones de savane, y compris en y facilitant la sécurisation foncière et l'accès à l'énergie.
Forêt	<ul style="list-style-type: none"> ● Les forêts de grande valeur et les tourbières ont été définies et identifiées au travers d'un processus participatif et multisectoriel, en tenant compte des bonnes pratiques locales, nationales et internationales sur la prise en compte et la valorisation des stocks de carbone et des valeurs de biodiversité, et un statut de protection et de gestion a été attribué, assorti de règles d'utilisation et de gestion différenciées selon les secteurs et les acteurs. ● Les capacités de contrôle forestier sont renforcées à tous les niveaux de gouvernance, y compris au travers de stratégies provinciales de priorisation des contrôles basées sur le risque et l'observation indépendante, et l'exploitation forestière industrielle et artisanale est réalisée en conformité avec la législation nationale.

³ Données les plus récentes du Système National de Surveillance des Forêts (SNSF) de la RDC

⁴ Définies et identifiées dans le cadre d'un processus national participatif et multi-sectoriel, cf. Pilier Forêt

⁵ Définies et identifiées dans le cadre d'un processus national participatif et multi-sectoriel, en partant des données nationales existantes, cf. Pilier Forêt.

	<ul style="list-style-type: none"> ● Toutes les concessions forestières jugées illégales au regard de la législation nationale sont annulées. ● Un total d'au moins cinq millions d'hectares de concessions des forêts des communautés locales (CFCL) sont attribuées ;
Conservation	<ul style="list-style-type: none"> ● D'ici 2030, l'objectif d'au moins 30% d'espaces nationaux sous statut de protection sera atteint, sous différents modes et incluant les zones dédiées par les communautés locales elles-mêmes à la préservation des forêts, selon les recommandations de l'initiative 30x30 dans le cadre de la Coalition pour une Haute Ambition pour la nature à laquelle la RDC est partie, en respectant les principes du Consentement Libre, Informé et Préalable.
Restauration	<ul style="list-style-type: none"> ● Huit millions d'hectares de terres et forêts dégradées seront restaurés dans le cadre du Défi de Bonn et de l'initiative AFR100, par la régénération ainsi que le reboisement et l'agroforesterie, ainsi qu'au travers de l'Initiative Présidentielle de « 1 Milliard d'arbres », en priorité dans les bassins d'approvisionnement en bois-énergie des grandes villes, en respectant les principes du Consentement Libre, Informé et Préalable.
Foncier	<ul style="list-style-type: none"> ● Une politique et une loi foncières ambitieuses et innovantes ont été approuvées, intégrant notamment les chartes foncières locales, les cadastres et registres fonciers communautaires, et une Stratégie pour la transition écologique dans les investissements fonciers a été approuvée et mise en œuvre. ● Les droits fonciers collectifs et individuels seront reconnus au moyen des systèmes d'informations foncières locales souples et fiables. ● La sécurisation foncière des investissements verts en savanes est facilitée
Mines et hydrocarbures	<ul style="list-style-type: none"> ● Des normes REDD+⁶ pour les investissements miniers et des hydrocarbures dans les zones forestières et les tourbières sont adoptées, accompagnées d'une revue indépendante de leur mise en œuvre. ● Toute activité minière et d'hydrocarbures incompatible avec les objectifs de conservation des aires protégées est interdite, conformément au cadre légal en vigueur
Démographie	<ul style="list-style-type: none"> ● Une politique nationale de population 2030 ambitieuse sera adoptée et mise en œuvre, en vue d'accélérer la transition démographique et saisir le dividende démographique
Gouvernance et mobilisation des ressources	<ul style="list-style-type: none"> ● Un modèle de zone économique spéciale innovant, visant à appuyer les investissements agricoles et énergétiques à impact réduit sur les forêts sera mis en œuvre. ● Le cadre légal et réglementaire sur la protection des droits des peuples autochtones est adopté et mis en œuvre.

⁶ Des normes sociales et environnementales qui concernent les impacts sur les écosystèmes forestiers et les tourbières.

2.1. Engagements de CAFI

Le Conseil d'Administration de CAFI a, dans sa décision EB.2021.18 du 1^{er} novembre 2021, approuvé une allocation initiale de 500 millions USD en provenance du Fonds Fiduciaire de CAFI sur la période de 2021-2026. Cette allocation est faite dans une approche basée sur le résultat.

En ce qui concerne le financement couvrant la période 2026 à 2031 et pour garantir un accord équitable pour la RDC, les parties reconnaissent que la RDC continuera à avoir besoin de niveaux substantiels de soutien financier pour atteindre ses objectifs ambitieux de 2031. Par conséquent, CAFI s'engage à déployer des efforts pour mobiliser des financements conséquents pour couvrir les engagements pris par la RDC pour la période correspondante, conformément à la Déclaration d'engagement des États membres de la COMIFAC pour les forêts d'Afrique centrale et appel pour un financement équitable du 26 août 2021. Par ailleurs, cette présente lettre d'intention servira d'instrument pour la mobilisation des financements additionnels tant publics que privés, domestiques, bilatéraux et multilatéraux pour permettre à la RDC d'atteindre ses ambitions de développement vert. A cet effet, des partenaires financiers sont intéressés à aligner leurs financements dans un souci de meilleure coordination pour l'atteinte des objectifs ambitieux de la RDC inscrits dans la CDN et dans cette lettre d'Intention. A ce jour, des partenaires financiers de la RDC⁷ ont déjà indiqué leur intention d'aligner (XXX) M de USD additionnels aux financements du Fond Fiduciaire de CAFI afin de contribuer à l'atteinte de ces objectifs. L'alignement de ces financements ne préempte aucunement CAFI de son engagement à mener les efforts nécessaires à la mobilisation des financements au travers de son fond fiduciaire pour atteindre les objectifs de la présente Lettre d'intention.

La mobilisation des financements après 2026 dépendra de l'évaluation indépendante du partenariat conformément à la section 3.2 et de la disponibilité des fonds. En fonction des financements engagés à compter de 2027, les objectifs 2031 pourraient être réajustés.

La répartition globale par pilier de ce budget en appui à la mise en œuvre du Partenariat sera définie dans un document de programmation séparé d'ici le 1^{er} février 2022 (voir section 3.1). Cette répartition sera guidée par les principes suivants :

1. L'importance respective des moteurs directs et indirects de la déforestation et de la dégradation des forêts ;
2. Le rapport coût-efficacité des mesures envisagées ;
3. La performance des secteurs en termes de réformes et les résultats sur le terrain ;
4. Les priorités du Gouvernement ;
5. La priorité donnée aux interventions concrètes sur le terrain ;
6. Les affectations ("*earmarking*") éventuelles par les contributeurs ;
7. L'impact transformationnel des programmes tel que défini dans la théorie du changement de CAFI.

⁷ Allemagne, Belgique, Suède [la liste est en cours de finalisation d'ici lundi 1 novembre 2021]. CAFI mettra à jour régulièrement un aperçu de ces contributions bilatérales et partagera avec le Gouvernement, indiquant les secteurs dans lesquels les financements interviendront. La première mise à jour se fera avant le 1er février 2022.

La mise à disposition des allocations de CAFI sera effectuée selon des modalités à définir entre les parties, basées sur la performance en fonction du niveau d'engagement du Gouvernement vers la réalisation des objectifs contenus dans la présente lettre d'intention. Conformément aux Termes de référence du Fonds CAFI, la contribution du Fonds fiduciaire de CAFI fera l'objet de décisions du Conseil d'Administration en matière d'approbation de programmes. Cette contribution est sujette à la réalisation des conditions de l'Accord administratif standard de CAFI⁸, notamment aux conditions relatives à la disponibilité des fonds. Conformément à l'Accord administratif standard du Fonds CAFI, les demandes de décaissement qui seront consolidées par le Secrétariat de CAFI seront basées sur les besoins financiers définis dans le plan de travail annuel, les projections programmatiques et les rapports financiers et narratifs pertinents des entités de mise en œuvre.

Les décisions de décaissement prises par le Conseil d'Administration de CAFI portant sur la contribution au travers du Fonds Fiduciaire seront basées sur la démonstration de ces besoins financiers, ainsi que sur la revue des progrès réalisés par rapport aux jalons agréés pour la mise en œuvre des objectifs de la présente Lettre d'Intention, cadre du dialogue politique.

II. PRINCIPES GÉNÉRAUX

La République Démocratique du Congo et CAFI indiquent l'importance du respect des principes généraux suivants dans le cadre du partenariat à établir par la Lettre d'Intention, qui s'appliquent à l'ensemble des jalons figurant en Annexe 1 :

1. La conduite d'un **dialogue politique multisectoriel de haut niveau et continu**, au travers d'un cadre de concertation de haut niveau, facilité par le Ministère des Finances, piloté par le Premier ministre, chef du Gouvernement ou la Présidence de la République, regroupant les autorités concernées et les partenaires techniques et financiers du pays, notamment ceux qui sont membres du Conseil d'Administration de CAFI, pour le suivi conjoint de la mise en œuvre de la Lettre d'Intention ;
2. Le respect des **principes de consultation, participation et de transparence** dans la conduite des processus de réforme et de politiques ;
3. La **garantie d'une approche participative dans l'utilisation des terres**, à travers le fonctionnement des mécanismes de concertation impliquant toutes les parties prenantes concernées dans les secteurs liés à l'utilisation des terres, en vue de respecter les principes de consultation et de transparence dans les processus de mise en œuvre, tout en reconnaissant et respectant le rôle et la responsabilité de l'Etat dans les décisions finales. Ceci inclut par ailleurs le respect du principe de Consentement Libre Informé et Préalable dans le cadre éventuel d'expansion du réseau d'aires protégées ainsi que dans les efforts de restauration des terres et forêts dégradées ;
4. La **reconnaissance et le respect des droits et aspirations de toutes les parties prenantes, y compris des communautés locales, des populations autochtones et des femmes**, notamment la

⁸ <http://mptf.undp.org/document/download/25034>

reconnaissance et le respect des droits coutumiers et modernes sur les terres, qui seront pris en considération dans les phases de planification et de mise en œuvre des politiques et programmes, devant contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations, promouvoir l'égalité des sexes et de participation équilibrée entre hommes et femmes dans tous les processus soutenus au niveau national, provincial et local dans le cadre de cette lettre d'intention ; et ce, en accord avec les conventions et bonnes pratiques internationales, le cadre légal et réglementaire national;

5. **L'inclusion du secteur privé** dans les approches de mise en œuvre dans l'optique d'assurer la durabilité des interventions et de leurs résultats ;
6. Une **approche fondée sur la performance** qui guidera les efforts de mobilisation des ressources de CAFI sur la base des progrès réalisés vers l'atteinte des objectifs de la présente Lettre d'intention et du niveau d'engagement du Gouvernement ;
7. La **coordination accrue et la recherche de synergies par le Gouvernement et les partenaires** entre les différents politiques, initiatives et programmes portant sur l'utilisation des terres, la gestion des ressources naturelles et les engagements climat du pays, et un alignement des interventions des partenaires financiers du pays à l'atteinte des objectifs de la présente Lettre d'Intention.
8. Le **respect des sauvegardes sociales et environnementales REDD+** développées au niveau du pays, basées sur le cadre juridique national et les lignes directrices de Cancun ;

III. MODALITES DU PARTENARIAT

3.1. MECANISME DE REDEVABILITE, DIALOGUE ET DE CONCERTATION

Dès la signature de la présente Lettre d'Intention, en vue d'atteindre ses objectifs, les signataires affirment leur intention d'établir un mécanisme de dialogue et de concertation. Ce mécanisme permettra d'assurer le suivi des objectifs et jalons actés dans la présente Lettre d'Intention, de formuler des recommandations quant à la conduite des réformes institutionnelles définies et de définir les actions de coopération à mener. Le gouvernement et CAFI expriment leur volonté de respecter le cadre de la Lettre d'intention et de mettre tout en œuvre pour le bon déroulement des activités programmatiques qui en découleront.

Il est entendu que :

- Le Gouvernement de la RDC est redevable pour l'atteinte des objectifs convenus dans le cadre de la présente Lettre d'intention. A ce titre, avec l'appui technique du Secrétariat CAFI, le Gouvernement est responsable de la planification et de la gestion cohérente et efficiente pour l'atteinte des résultats. Il est pleinement associé dans l'évaluation des résultats des programmes.
- CAFI est responsable d'assurer la conformité des activités avec les Termes de Référence du Fonds Fiduciaire et en ce sens veille à l'assurance-qualité pour le bon développement et suivi du portefeuille sur financement CAFI. Sur cette base, CAFI assure le financement de la présente Lettre d'intention et mobilise les partenariats.
- Le suivi-évaluation de la mise en œuvre du partenariat est assuré conjointement.

Un manuel définira les modalités pratiques et fera partie intégrante de cet accord.

Afin d'adresser les préoccupations des parties quant à la bonne exécution des programmes et afin de garantir l'atteinte des résultats, il est convenu que les principes conjoints de gouvernance et des modalités de suivi par le Gouvernement de la RDC soient standardisés dans les documents de programmes. Il s'agira de renforcer les systèmes d'évaluation permettant au Gouvernement et à CAFI de prendre les actions nécessaires en cas de non-performance des programmes et de prendre action quant à la poursuite ou non des financements alloués audit programme sur base des évaluations.

Le Gouvernement de la République démocratique du Congo et les pays donateurs de CAFI expriment à ce titre leur volonté de respecter le cadre suivant de partenariat constitué :

- Au plan politique, par un cadre de concertation de haut niveau présidé par le Président de la République ou le Premier Ministre pour assurer les arbitrages interministériels ; un rapport annuel de suivi des jalons incluant les recommandations et le statut de leur mise en œuvre sera examiné par ce cadre de coordination.
- Au plan programmatique, par une coordination interministérielle présidée par le Ministre des Finances, secondé par le Ministre en charge de l'Environnement et du Développement Durable qui assure le pilotage de la programmation. Les orientations programmatiques seront fournies d'ici le 1^{er} février 2022 par le cadre programmatique⁹ élaboré par le Gouvernement de la République démocratique du Congo en concertation étroite avec le Secrétariat CAFI et validé par le Conseil d'Administration de CAFI. Ces orientations programmatiques seront détaillées par les futurs documents de projets élaborés par les entités accréditées aux Fonds CAFI avec le Gouvernement et validés par le Conseil d'Administration de CAFI.

Enfin, CAFI examinera les modalités pour que les pays partenaires, au nombre desquels la RDC, participent dans la mesure du possible, aux échanges portant sur des projets de décision relatives au partenariat, avant revue et validation interne par le Conseil d'Administration de CAFI.

3.2. SUIVI & EVALUATION DU PARTENARIAT

Le Gouvernement de la République démocratique du Congo et le Conseil d'Administration de CAFI expriment leur intention de mettre en place un mécanisme de suivi et évaluation pour :

- Un suivi des objectifs et jalons énoncés dans la présente Lettre d'Intention, détaillés conjointement par la suite en indicateurs actualisés dans les plans de travail annuels. Une information mise à jour sera fournie de manière régulière sur un site internet afin d'être disponible publiquement. Un rapport annuel portant sur le suivi des jalons et incluant le statut de la mise en œuvre des recommandations de la revue conjointe sera produit et mis en ligne ;
- Un suivi des indicateurs du cadre programmatique. La définition de ces indicateurs prend en compte ceux du Plan d'Investissement de la stratégie Nationale REDD+, la CDN et les indicateurs du Fonds CAFI ;

⁹ Les jalons programmatiques proposés par le Gouvernement de la RDC et non revus par le Conseil d'Administration de CAFI constitueront un des éléments pour informer l'élaboration du cadre programmatique.

- Un suivi conjoint et un rapport périodique sur les sources de financement qui participent à la mise en œuvre la lettre d'intention, en actualisant le cadre de résultat et budget, y inclus l'aide internationale pertinente et le progrès vers un financement domestique progressif, pour garantir l'alignement avec les objectifs de cette Lettre d'Intention ;

Le Gouvernement et le Conseil d'Administration de CAFI s'accordent sur la tenue d'au moins une revue annuelle, pour discuter de ce suivi, sur la base d'un rapport annuel écrit soumis par la RDC deux semaines avant la rencontre annuelle.

Au-delà du suivi régulier entre les signataires, une revue indépendante du partenariat sera conduite en 2026. Les signataires élaboreront et valideront conjointement les termes de référence.

Ce suivi régulier entre les signataires ainsi que la revue indépendante permettront de fournir des indications quant au niveau d'engagement du Gouvernement et donc aux efforts de mobilisation des ressources conduits par CAFI ainsi qu'aux orientations du partenariat.

3.3. MECANISME DE DECAISSEMENT

Conformément aux termes de référence de CAFI, le Fonds est mis en œuvre suivant cinq types de partenaires suivants, à savoir :

1. Les organismes des Nations Unies participants.
2. La Banque Mondiale
3. Les organismes de coopération internationale (OCI)
4. Les organisations non gouvernementales internationales légalement enregistrées en RDC et invitées par le Conseil d'administration à signer un accord de services d'appui administratif avec le Bureau des fonds d'affectation spéciale multipartenaires du PNUD. Leur sélection et leur suivi seront basés sur l'évaluation HACT (Approche harmonisée des transferts d'espèces) et seule l'organisation dont il aura été déterminé qu'elle présente un faible risque sera autorisée par le Conseil d'administration à accéder au Fonds.
5. Les partenaires susmentionnés qui agissent en tant qu'agents de gestion pour des subventions aux entités nationales.

Dans le strict respect du cadre légal de CAFI susmentionné, les parties de l'accord s'engagent à promouvoir des mécanismes de mise en œuvre permettant d'impliquer les ministères sectoriels et les entités nationales dans le cadre des programmes de réforme. Lors de la sélection des programmes d'investissement, les parties définiront des critères de sélection pour assurer une implication d'entités locales dans la mise en œuvre.

3.4. NOTIFICATION ET COMMUNICATION

Toute notification ou toute correspondance du Gouvernement au Conseil d'administration de CAFI sera envoyée par le Ministre des Finances.

3.5. AMENDEMENT DE LA LETTRE D'INTENTION

La présente lettre d'intention peut être amendée par échange de lettres entre les signataires. Les lettres ainsi échangées font alors partie intégrante de la présente lettre d'intention comme avenant.

La présente lettre d'intention ne portera pas préjudice à l'exécution des obligations découlant des accords bilatéraux ou multilatéraux auxquels les Signataires sont ou seront parties. Elle ne crée pas, ni ne vise à créer, des obligations légales ou contraignantes à l'un ou l'autre des Signataires au regard du droit national ou international.

A Glasgow, le 02 novembre 2021, en deux exemplaires en langues française et anglaise, mais le texte en langue française aura valeur authentique.

ANNEXE 1 – Visions et objectifs thématiques et jalons politiques

1. Aménagement du territoire

Vision

Assurer la cohérence territoriale, l'attractivité et la compétitivité économique du pays en améliorant le bien-être de la population à travers une gestion durable des ressources naturelles, particulièrement les ressources forestières, une planification spatiale et une optimisation des affectations des espaces par la promotion d'un cadre de dialogue et concertation intersectorielle et multi-acteurs pour l'arbitrage des usages des terres.

Objectifs 2031

- a. En partant des priorités sectorielles et de développement, **réaliser des arbitrages intersectoriels en vue d'assurer la préservation des forêts, et particulièrement celles de grande valeur, de la biodiversité et des tourbières**, dans une logique de promotion d'affectations et de l'utilisation durables des terres.
- b. **Intégrer de manière systématique les forêts de grande valeur, les tourbières¹⁰ les concessions des forêts des communautés locales dans les processus et plans d'aménagement du territoire**, en vue de leur préservation ;
- c. Orienter le développement agricole en priorité dans les zones de savane.

Objectifs 2026

- d. Finaliser de manière participative et inclusive le **Schéma national d'aménagement du territoire et les plans d'aménagement du territoire aux niveaux provincial et local** dans les zones clés, et s'assurer que ces outils soient prêts à être mis en œuvre d'ici 2025 et qu'ils intègrent les forêts de grande valeur et les tourbières, préalablement identifiées, en vue de leur préservation.
- e. Mettre en œuvre les mécanismes prévus par la loi pour opérer des **arbitrages intersectoriels et statuer sur les affectations des terres contradictoires**, en priorisant notamment les aires protégées et les provinces à PIREDD, d'ici fin 2025.
- f. Elaborer, adopter et publier les textes **d'application prioritaires** de la Loi relative à l'aménagement du territoire d'ici fin 2025 de manière à donner une base légale aux organes (dont le CNAT, les CPAT et les CLAT), aux outils (dont le SNAT, les PPAT, les PLAT et les PSAT) de l'aménagement du territoire et aux arbitrages intersectoriels

Jalons politiques fin 2023

- g. La **Loi relative à l'aménagement du territoire** est promulguée par le Président de la République d'ici fin 2022 ; le Conseil National de l'aménagement du territoire (CNAT) est mis en place d'ici mi-2022 par un acte juridique, définissant également ses missions, son organisation et son fonctionnement en tant que structure multi-sectorielle de concertation, d'orientation, de conseil, et d'assistance au gouvernement, en assurant des synergies avec d'autres structures existantes dont la Commission Nationale de la Réforme Foncière ; une première réunion du CNAT est organisée d'ici [fin 2022] et une réunion est tenue au moins annuellement par

¹⁰Tourbières : en conformité avec les engagements pris par la RDC dans le cadre de la Déclaration de Brazzaville et la Résolution UNEP/EA.4/RES.16 sur la Conservation et la Gestion durable des Tourbières adoptée le 15 mars 2019 et couvrant les aspects suivants : (i) Etablissement et mise en œuvre de plans d'affectation des terres qui favorisent la conservation et la protection des tourbières ; (ii) Promotion de bonnes pratiques de gestion durable dans les zones de tourbières couvertes par des activités économiques afin que ces dernières soient gérées de manière durable et judicieuse sur le plan climatique, c'est-à-dire de façon à ce qu'elles ne soient ni drainées, ni asséchées ; (iii) Mise en œuvre du principe de consentement libre, préalable et informé dans les activités susmentionnées

la suite ; des Conseils Provinciaux et Locaux d'Aménagement du Territoire (CPAT et CLAT) sont mis en place par des actes juridiques dans au moins deux Provinces-pilotes d'ici [fin 2023], et dans tous les autres PIREDD d'ici fin 2026.

- h. Un **annuaire national de ressources naturelles du sol et sous-sol**, en termes d'inventaires des ressources naturelles, renouvelables et non renouvelables, est réalisé d'ici fin 2023 sur base des informations fournies par les Ministères sectoriels d'ici 2022, et permet d'élaborer une **ébauche préliminaire de l'Atlas d'aménagement du territoire** rassemblant la représentation cartographique des données de l'Annuaire ainsi que les affectations sectorielles existantes et celles projetées.
- i. Dans le cadre des **conflits d'affectation des terres existants, un processus d'arbitrage** est impulsé, conformément à la loi, par l'Autorité compétente concernée (Premier Ministre, Gouverneur de Province, Autorité locale) sur base des directives proposées par le conseil d'aménagement du territoire de l'échelon concerné (national, provincial ou local) pour au moins [2-5] conflits d'affectation dans les aires protégées prioritaires.
- j. Tous les **contrats d'affectations des terres (agriculture, forêts, mines, hydrocarbures) sont centralisés et publiés de manière transparente** et mis à jour au minimum une fois par an sur une plateforme internet accessible à tous, en collaboration avec les ministères sectoriels concernés.

2. Énergie

Vision

Garantir à tous l'accès à des services énergétiques fiables, durables et modernes à un cout abordable.

Objectif 2031

- a. **Réduire de 50% la part de bois-énergie non-durable pour la cuisson** dans les principaux centres urbains (Kinshasa, Mbuji-Mayi, Lubumbashi, Kisangani, Goma et Bukavu), au travers d'approches intégrées incluant (i) la réduction de la demande en bois-énergie par le développement des énergies de substitution effective au bois-énergie, dont le GPL, ainsi que l'amélioration de l'efficacité énergétique dans la production et la consommation du charbon de bois ; et (ii) l'augmentation de l'offre durable à travers les plantations à vocation énergétique (dont l'agroforesterie) et la régénération, ainsi qu'une meilleure gestion des forêts naturelles

Objectif 2026

- b. Réduire d'au moins 10% la part de bois-énergie non-durable pour la cuisson dans au moins deux centres urbains, au travers d'approches intégrées incluant (i) la réduction de la demande en bois-énergie par le développement des énergies de substitution effective au bois-énergie ainsi que l'amélioration de l'efficacité énergétique dans la production et la consommation du charbon de bois ; et (ii) l'augmentation de l'offre durable à travers les plantations à vocation énergétique (dont l'agroforesterie) et la régénération, ainsi qu'une meilleure gestion des forêts naturelles.

Jalons politiques fin 2023

- c. **Un mécanisme de coordination intersectorielle sur la question de l'énergie durable**, qui intègre la cuisson propre, est défini par un acte juridique et rendu fonctionnel d'ici fin 2023 avec au moins 2 réunion(s) annuelles à partir de 2022 et une clarification des mandats respectifs et des synergies nécessaires d'ici fin 2023.
- d. **La Politique nationale de l'énergie est élaborée et validée** en Conseil des Ministres d'ici [fin 2022], en intégrant la cuisson propre dans l'optique de réduire l'impact sur les forêts naturelles.

- e. La politique énergétique reconnaît l'importance de l'établissement de schémas directeurs d'approvisionnement en bois-énergie, avec un portage institutionnel multipartite clair pour le pilotage de leur mise en œuvre.
- f. Le **cadre légal, réglementaire et fiscal du gaz de pétrole liquéfié (GPL)**, est adopté d'ici [2023].
- g. Un plan ou feuille de route est adopté d'ici [fin 2023] visant à augmenter graduellement l'allocation et l'exécution du **budget national** en appui à la mise en œuvre de la présente lettre d'intention dans le secteur de l'énergie.

3. Agriculture

Vision

Améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations, augmenter les revenus des populations rurales, maintenir les conditions agroécologiques de la production agricole à travers une agriculture durable et respectueuse des forêts et de l'environnement.

Objectifs 2031

- a. Dans les **forêts de grande valeur et les tourbières**¹¹ :
 - **Accompagner l'agriculture familiale et intermédiaire** pour en réduire l'impact sur la biodiversité et les stocks de carbone, y compris en régulant strictement le drainage des tourbières ;
 - **N'y attribuer aucune concession agroindustrielle incompatible avec la préservation des forêts et des tourbières** ; les orienter en priorité vers les zones savanicoles et à défaut vers les forêts dégradées¹²
- b. **Orienter le développement agricole en priorité dans les zones de savane**¹³, y compris en y facilitant la sécurisation foncière et l'accès à l'énergie pour appuyer les investissements agricoles durables et l'amélioration de la chaîne de valeur agricole.
- c. **Promouvoir l'agriculture familiale durable** compatible avec la préservation de la forêt et des tourbières en tant que moteur de développement du monde rural pour renforcer la sécurité alimentaire et améliorer la chaîne de valeur agricole, par l'autonomisation des femmes et des ménages.
- d. Assurer que le **budget domestique** contribue au secteur agricole à hauteur d'au moins 10% d'ici 2031, conformément aux engagements pris par le Gouvernement dans le cadre de la Déclaration de Maputo sur l'agriculture et la sécurité alimentaire.

¹¹Définies et identifiées dans le cadre d'un processus national multi-sectoriel, cf. Pilier Forêt.

Tourbières : en conformité avec les engagements pris par la RDC dans le cadre de la Déclaration de Brazzaville et la Résolution UNEP/EA.4/RES.16 sur la Conservation et la Gestion durable des Tourbières adoptée le 15 mars 2019 et couvrant les aspects suivants : (i) Etablissement et mise en œuvre de plans d'affectation des terres qui favorisent la conservation et la protection des tourbières ; (ii) Promotion de bonnes pratiques de gestion durable dans les zones de tourbières couvertes par des activités économiques afin que ces dernières soient gérées de manière durable et judicieuse sur le plan climatique, c'est-à-dire de façon à ce qu'elles ne soient ni drainées, ni asséchées ; (iii) Mise en œuvre du principe de consentement libre, préalable et informé dans les activités susmentionnées

¹²Définies et identifiées dans le cadre d'un processus national participatif et multi-sectoriel, cf. Pilier Forêt.

¹³Dans le respect des prescriptions environnementales, tel que fixées par la loi

Objectifs 2026

- e. **Traduire dans la loi les orientations de la Politique nationale agricole** en reprenant notamment les principes de l'aménagement du territoire et de gestion durable des forêts et des tourbières, et en prenant en compte les avis du Conseil consultatif national sur l'agriculture ; adopter la loi agricole révisée [d'ici fin 2024].
- f. **La loi agricole** est adoptée d'ici 2025, et définit des **procédures transparentes d'allocation** des concessions agroindustrielles, intégrant la réduction des impacts sur les forêts et notamment la préservation des forêts de grande valeur, des tourbières, et l'environnement.
- g. Adopter les **textes d'application** prioritaires de la loi d'ici [fin 2025].
- h. Le **cadastre agricole**, concernant à la fois l'agriculture industrielle, celle de "type familial¹⁴" [intermédiaire] et familiale¹⁵, est mis en place au niveau provincial, en synergie avec le Ministère des Affaires Foncières, de manière que l'information sur toutes les concessions agricoles soit disponible au niveau central d'ici [fin 2026].

Jalons politiques fin 2023

- i. La **Politique agricole** est adoptée [en Conseil des Ministres] d'ici [fin 2022], intégrant les principes d'Aménagement du Territoire et la préservation des forêts et des tourbières (cf. Pilier Forêt), et faisant la promotion du développement de l'agriculture commerciale durable dans les zones savaniques.
- j. **Les contrats de concessions agricoles** sont publiés au moins annuellement sur le site web du Ministère sectoriel, accessible au public.
- k. Le **Conseil consultatif national sur l'agriculture** est en place et est fonctionnel d'ici [fin 2022].
- l. Une **cartographie du potentiel de production agricole durable**, intégrant la préservation des forêts et des tourbières, est réalisée pour les cultures de rente clés [par ex., café, cacao, palmier à huile, hévéa, etc.] d'ici [fin 2023], en s'appuyant sur l'étude sur le potentiel agricole réalisé dans le cadre du Pilier Aménagement du territoire.
- m. Un processus participatif de réflexion et de définition sur l'agriculture de taille intermédiaire, ses besoins spécifiques, et comment l'accompagner pour permettre d'en réduire l'impact sur les forêts tout en répondant aux besoins du pays, en ligne avec les objectifs de la présente lettre d'attention, sur base du contexte spécifique de la RDC et informé par les bonnes pratiques nationales et internationales dans des pays similaires
- n. Le Ministère sectoriel notifie formellement les partenaires au développement et les Gouverneurs de Province d'assurer la **cohérence** entre, d'une part, **les programmes d'aide publique au développement** et les programmes provinciaux incluant les investissements publics et privés et, d'autre part, les orientations de la Politique agricole nationale ainsi que les prescriptions des Schémas/Plans d'AT [notamment ceux développés dans le cadre des PIREDD], d'ici [fin 2023].
- o. Un **Plan ou feuille de route** pour augmenter graduellement **l'allocation et l'exécution budgétaires** domestiques au secteur de l'agriculture est adopté d'ici [fin 2023].

¹⁴ Est de type familial, toute exploitation familiale qui recourt à une main d'œuvre contractuelle et qui constitue une unité de production d'une capacité moyenne (article 14, alinéa 3, loi agricole).

¹⁵ Est familiale, toute exploitation dont le personnel est constitué des membres de la famille de l'exploitant (article 14, alinéa 2, loi agricole).

4. Forêt

Vision

Assurer une gestion durable des ressources forestières de manière participative et transparente avec les multiples acteurs du secteur, y compris les communautés locales et autochtones, en mettant un accent particulier sur l'application de la loi forestière et la bonne gouvernance à tous les échelons.

Objectifs 2031

- a. **Renforcer les capacités de contrôle forestier du pays**, à tous les niveaux de gouvernance, et s'assurer que toutes les opérations d'exploitation forestière (industrielle et artisanale) ainsi que celles qui s'inscrivent dans le cadre des concessions de conservation et des concessions forestières des communautés locales sont en conformité avec la législation nationale.
- b. **D'ici 2030, atteindre l'objectif d'au moins 30% d'espaces nationaux sous statut de protection**, sous différents modes, tels que reconnus par la loi (*les aires protégées et leurs zones tampon, les concessions de conservation, les zones dédiées par les communautés locales à la préservation des forêts dans les plans simples d'aménagement du territoire définis de manière participative, les séries de conservation dans les concessions forestières, les zones de restriction des plans d'aménagement, etc.*), selon les recommandations de la Déclaration de Kunming et l'initiative 30x30 dans le cadre de la Coalition pour une Haute Ambition pour la nature¹⁶, à laquelle la RDC est partie. Toute extension du réseau d'aires protégées serait soumise au respect du principe de Consentement Libre Informé et Préalable¹⁷.
- c. **Sécuriser les limites des aires protégées** et, le cas échéant, conditionner tout déclassement à l'utilité publique et à l'application stricte du cadre légal en vigueur¹⁸.
- d. Restaurer huit millions d'hectares de forêts dégradées d'ici 2030 dans le cadre du **Défi de Bonn et de l'initiative AFR100**, par la régénération ainsi que le reboisement et l'agroforesterie, ainsi qu'au travers de **l'Initiative Présidentielle de « 1 Milliard d'arbres »**; les efforts de reconstitution du capital forestier et d'agroforesterie seront réalisés en priorité dans les bassins d'approvisionnement en bois-énergie des grandes villes, en suivant une approche juridictionnelle intégrant la réduction de la déforestation et la restauration et en suivant les bonnes pratiques de ce secteur, dont l'application du Consentement Libre Informé et Préalable.
- e. Au moins **5 millions d'hectares au total de Concessions Forestières des Forêts des Communautés Locales (CFCL)** sont attribuées d'ici à fin 2031.

Jalons politiques fin 2025

- f. Définir d'ici 2025, au travers d'un processus participatif et multisectoriel : (i) les concepts de « forêts de grande valeur » et de « tourbières » ; (ii) leur attribuer un statut légal de protection (iii) leur aménager des règles d'utilisation et de gestion associées, visant la conservation du couvert forestier et de leur stock de

¹⁶ High Ambition Coalition – Initiative 30x30 : <https://www.hacfornatureandpeople.org/coalition-de-la-haute-ambition-pour-la-nature-et-les-peuples-fr#fact>.

¹⁷ Selon l'Arrêté Ministériel n°26 du 08 Novembre 2017 fixant le cadre de directives nationales sur le Consentement Libre, Informé et Préalable (CLIP) pour la mise en œuvre de la REDD+.

¹⁸ Loi n° 14/003 du 11 février 2014 relative à la conservation de la nature

carbone, différenciées selon les secteurs (agriculture, mines et hydrocarbures, etc.) et les acteurs (communautés locales, secteur privé à large échelle, etc.) ; (iv) les identifier spatialement. Ce processus prendra en compte les bonnes pratiques locales, nationales et internationales, sur la prise en compte et la valorisation des stocks de carbone et des valeurs de biodiversité. Il visera (a) une définition technique préliminaire d'ici fin 2022 ; (b) une validation de celle-ci accompagnée d'une identification spatiale et des règles d'utilisation et de gestion d'ici fin 2023 et une identification spatiale complète et participative d'ici 2025.

Jalons politiques fin 2023

- g. Les conditions de **lancement¹⁹ du Programme de Gestion Durable des Forêts** sont atteintes d'ici le 31 janvier 2022
- h. La **revue légale des concessions forestières** d'exploitation industrielle²⁰ est finalisée d'ici mi-2022 en concertation avec les diverses parties prenantes ; les résultats, publiés ; et les concessions forestières jugées illégales au regard de la législation nationale, annulées d'ici [fin 2022]. L'atteinte de ce jalon est préalable à toute nouvelle allocation et réallocation de concession forestière industrielle.
- i. Une **revue légale des titres de concessions forestière de conservation** est finalisée d'ici [fin 2024], et prend en compte notamment les accords sur les clauses sociales, les plans de gestion et la fiscalité, en concertation avec les diverses parties prenantes dont la société civile ; ses résultats publiés aussitôt la revue finie.
- j. Le **concept de forêt dégradée** sera défini et identifié pour les divers types de forêts de la RDC, dans le cadre d'un processus national participatif et multi-sectoriel, d'ici fin 2023.
- k. Le **concept de forêts de grande valeur et des tourbières** est défini au travers d'un processus participatif et multisectoriel, en tenant compte des bonnes pratiques locales, nationales et internationales sur la prise en compte et la valorisation des stocks de carbone et des valeurs de biodiversité d'ici [fin 2023].
- l. Le secteur Forêt est clairement et fortement intégré dans **l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (l'ITIE)** et à ce titre, tous les **contrats de concessions d'exploitation industrielle et de conservation**, y compris les rapports d'audit²¹, de revue et des missions d'observation, sont publiés sur un site internet disponible publiquement d'ici [fin 2022].
- m. **Evaluer l'efficacité du contrôle forestier et développer sur cette base des stratégies provinciales** de priorisation des contrôles basées sur le risque d'illégalité afin d'assurer une utilisation plus efficace des ressources limitées des services centraux, déconcentrés et décentralisés du MEDD dédiées au contrôle forestier. En parallèle, **initier une réflexion sur le rôle de l'observation indépendante** mandatée et non-mandatée dans le cadre du Conseil consultatif des forêts pour renforcer le soutien de la société civile au contrôle forestier, en coordination avec les services centraux, déconcentrés et décentralisés du MEDD.
- n. La **politique forestière** est élaborée et adoptée d'ici [fin 2023], résultant d'un processus participatif et transparent avec toutes les parties prenantes et intégrant notamment (i) les principes d'Aménagement du

¹⁹ Soit les sept conditions suspensives au versement d'une première avance sur le compte bancaire du PGDF, telles que déterminées par les directives de passation des marchés sur financement AFD dans les Etats Etrangers et inscrites dans la clause 5.6 des Conventions de financement CCD 1087 01 E et CCD 1098 01 G signées le 14 juillet 2021 entre l'AFD et le Ministère d'environnement et développement durable de la RDC.

²⁰ Telle que prévue par la Feuille de route de 2019 sur le secteur forestier et financée par l'Union Européenne.

²¹ Y inclus le rapport d'Audit de 2020 de l'Inspection Générale des Finances, à publier avant fin 2021.

Territoire et de la préservation des forêts de grande valeur et des tourbières, ainsi que (ii) des modèles locaux et communautaires de gestion des forêts.

- o. Le **Code forestier** est révisé d'ici [fin 2023] pour intégrer (i) les orientations stratégiques de la politique forestière, y compris les avancées et les défis liés à la REDD+, à la gestion industrielle, artisanale et communautaire des forêts ; (ii) le renforcement de la pénalisation des infractions forestières et fauniques ; et (iii) les nouvelles dynamiques de conservation, de protection de la biodiversité et des solutions fondées sur la nature.
- p. Dans le cadre de **l'allocation de nouvelles concessions forestières industrielles**, les mesures efficaces d'évaluation, les standards de qualité et les procédures prévues par le Code forestier et ses mesures d'application (notamment le *Décret n° 08/09 du 08 août 2008 fixant la procédure d'attribution des concessions forestières* et le *Décret n°011/25 du 20 mai 2011 modifiant ledit Décret n° 08/09 du 08 août 2008*) en termes notamment (i) d'adjudication, (ii) d'enquête publique préalable, (iii) de négociation des clauses sociales avec les communautés dans le cadre du cahier des charges, et (iv) d'observation indépendante du processus, sont respectés, comme prévu dans le cadre réglementaire de gestion des forêts.
- q. **Le décret formalisant la levée du moratoire** sera adopté seulement après la réalisation, sur base d'un processus consultatif, d'une programmation géographique²² des futures allocations en adéquation avec le Décret Présidentiel n° 05/116 du 24 octobre 2005, entièrement financée par CAFI d'ici fin 2022.
- r. Élaborer de manière participative et adopter un **Plan** d'ici [fin 2022] **pour assurer la protection effective des aires protégées existantes** et étendre les espaces sous statut de protection à 30%, au minimum du territoire national d'ici à 2030²³.
- s. Élaborer et adopter un guide de bonne pratique d'ici fin 2023, en vue d'atteindre 5 **millions d'hectares au total de Concessions Forestières des Forêts des Communautés Locales (CFCL)** d'ici à fin 2031.
- t. Les **données de déforestation et de dégradation** des forêts générées à l'échelle nationale et provinciale par le SNSF, ainsi que les données [clés] de l'inventaire forestier national, sont mises à jour annuellement et améliorées graduellement, après adoption d'une méthodologie unique pour la RDC, tenant compte des nouvelles technologies et standards disponibles, en portant attention à la comparabilité entre périodes ; elles sont mises à disposition sur la plateforme Terra Congo d'ici [fin 2022] puis annuellement.
- u. Les **Rapports biennaux actualisés** (BUR) sont soumis à la CCNUCC, intégrant les données les plus à jour issues du processus national REDD+, en tenant compte de la CDN révisée.
- v. **Le Conseil Consultatif National des Forêts** est opérationnel et fonctionnel à raison de deux sessions minimums par an, et des Conseils Consultatifs Provinciaux des Forêts sont fonctionnels dans les provinces PIREDD d'ici [fin 2024], avec au moins deux sessions par an.
- w. La **CDN révisée** est alignée sur les données les plus récentes issues du processus national REDD+, avant d'être soumise à la CCNUCC et le pays répond aux engagements de communication auprès de la CCNUCC de manière régulière.

²²Un aménagement du territoire ciblé au niveau national, provincial et local pertinent identifiant les zones prioritaires de développement du secteur forestier selon des critères écologiques, géographiques, économiques, sociaux et financiers et prenant en compte le changement climatique. Un accompagnement financier de ce processus sera entièrement assuré par CAFI.

²³Cela pourrait inclure, tel que défini par la RDC, les aires protégées et leurs zones tampon, les concessions de conservation, les zones dédiées par les communautés locales à la préservation des forêts dans les plans simples d'utilisation des terres définis de manière participative, etc.

- x. Le **Niveau d'émissions de référence** des forêts pour la réduction des émissions dues à la déforestation en RDC (NERF) est mis à jour d'ici fin 2022 et soumis à la CCNUCC.

5. Foncier

Vision

Un pays pacifié, socialement stable, économiquement dynamique et écologiquement viable, grâce à une gouvernance foncière considérablement améliorée et à une administration foncière performante et professionnelle, en tenant compte des personnes vulnérables, y compris les peuples autochtones, les femmes et autres.

Objectifs 2031

- a. Adopter et mettre en œuvre la politique et la loi foncières, ainsi que les mesures d'application, ainsi que la Stratégie pour la transition écologique dans les investissements fonciers.
- b. Formaliser les droits fonciers reconnus, collectifs et individuels, au moyen des systèmes d'informations foncières locales souples et fiables, en priorité dans les provinces PIREDD, et plus spécialement dans les zones proches des forêts de grande valeur. La question des droits individuels ou collectifs à l'intérieur des forêts de grande valeur sera discutée dans le cadre du processus national de définition de ces forêts et de leurs règles d'utilisation.
- c. Faciliter la sécurisation foncière des investissements verts (agricoles, restauration) en savanes.

Objectifs 2026

- d. Adopter et publier les **instruments de la politique foncière**, dont la Stratégie pour transition écologique dans les investissements fonciers, en collaboration avec l'Agence congolaise de transition écologique et développement durable (ACTEDD).
- e. Un acte juridique est adopté et publié d'ici [fin 2024] muant la CONAREF en Observatoire **National du Foncier**, chargé de l'évaluation et du suivi de la mise en œuvre de la politique nationale foncière, avec au moins deux réunions annuelles de son Comité de pilotage.
- f. **Une revue légale des concessions foncières** de plus de cinq hectares est réalisée dans au moins quatre provinces prioritaires REDD+ pilotes d'ici [fin 2024], et au moins trois autres, d'ici fin 2026, en vue de couvrir toutes les provinces forestières d'ici 2031, en tenant compte des données nationales et celles issues des PIREDD et des circonscriptions foncières ; les concessions non en règle sont restituées à l'État.

Jalons politiques fin 2023

- g. Une **politique foncière** nationale est adoptée d'ici [fin 2022] et assortie d'un plan foncier national de mise en œuvre, adopté et publié d'ici [fin 2023].
- h. Une **loi foncière** est adoptée d'ici fin 2023 et ses textes réglementaires prioritaires sont identifiés élaborés et adoptés d'ici [fin 2024].
- i. **Le Système d'informations foncières (SIF)** et ses outils pour application en milieu rural et urbain sont élaborés et adoptés d'ici [fin 2023], en tenant compte des personnes vulnérables, y compris les peuples autochtones, les femmes et autres.

- j. Les **procédures d'attribution foncière** prennent en compte les droits préexistants et les exigences du pays en matière d'aménagement du territoire en vigueur, ainsi que les obligations environnementales telles que définies dans la loi. En particulier, tel que défini dans l'ébauche de politique foncière, renforcer le régime de l'enquête préalable, en y intégrant notamment le principe du consentement libre, préalable et informé, de la compensation des pertes ou restrictions des droits fonciers locaux et l'organisation de voies de recours simplifiées au profit des populations locales éventuellement lésées.

6. Normes des mines et hydrocarbures

Vision

Développer les secteurs minier et des hydrocarbures compétitifs et durables, socle d'un pays émergent et du bien-être de la population congolaise, tout en étant le champion d'une exploitation à faible impact sur l'environnement en général et spécialement sur les forêts et la biodiversité.

Objectifs 2031

- a. Adopter et mettre en œuvre de manière participative et transparente des **normes REDD+²⁴ pour les investissements miniers et des hydrocarbures dans les zones forestières, avec un régime renforcé dans les forêts de grande valeur ainsi que les tourbières²⁵**, de manière à prévenir, atténuer, réduire et sinon compenser leurs impacts directs et indirects sur les forêts et la biodiversité, en tenant compte du cadre légal congolais et des meilleures pratiques nationales et internationales en la matière ; assurer la revue indépendante de la mise en œuvre des normes REDD+.

Objectifs 2026

- b. Réviser le **cadre réglementaire relatif aux évaluations d'impact environnemental et social** dans une approche participative impliquant toutes les parties prenantes, avec un accent fort sur les principes de séparation des rôles et de rétrocontrôle ainsi que sur les impacts directs et indirects des investissements miniers et des hydrocarbures sur les forêts, les ressources en eaux, ainsi que les aires protégées.

Jalons politiques fin 2023

- c. Démontrer la **mise en œuvre des obligations légales de réalisation des évaluations environnementales et sociales** par les opérateurs exerçant dans les secteurs forêt, mines, hydrocarbures, agriculture, infrastructures et énergie, etc.
- d. **Respecter l'interdiction de toute activité minière et d'hydrocarbures incompatible** avec les objectifs de conservation **dans les aires protégées**, conformément au cadre légal en vigueur²⁶.

²⁴ Des normes sociales et environnementales qui concernent les impacts sur les écosystèmes forestiers.

²⁵ Tourbières : en conformité avec les engagements pris par la RDC dans le cadre de la Déclaration de Brazzaville et la Résolution UNEP/EA.4/RES.16 sur la Conservation et la Gestion durable des Tourbières adoptée le 15 mars 2019 et couvrant les aspects suivants : (i) Etablissement et mise en œuvre de plans d'affectation des terres qui favorisent la conservation et la protection des tourbières ; (ii) Promotion de bonnes pratiques de gestion durable dans les zones de tourbières couvertes par des activités économiques afin que ces dernières soient gérées de manière durable et judicieuse sur le plan climatique, c'est-à-dire de façon à ce qu'elles ne soient ni drainées, ni asséchées ; (iii) Mise en œuvre du principe de consentement libre, préalable et informé dans les activités susmentionnées

²⁶ Article 25 de la Loi n°14/003 du 11 février 2014 relative à la conservation de la nature.

- e. Réaliser, en vue d'appuyer les processus de l'aménagement du territoire, une **analyse pour déterminer dans quelle mesure les titres miniers et des hydrocarbures chevauchent avec et/ou ont un impact sur les aires protégées, les forêts de grande valeur et les tourbières**, en vue d'adopter des mesures de prévention ou atténuation adaptées, et de publier et appliquer les résultats qui en découleront d'ici fin 2023.
- f. Conditionner tout **investissement minier et d'hydrocarbures dans la zone tampon d'aires protégées** par le fait qu'il n'ait pas d'incidence négative sur l'aire protégée, et assujettir ces investissements à une étude d'impact environnemental et social préalable, assortie de son plan de gestion dûment approuvés, conformément au cadre légal en vigueur²⁷.
- g. Les **Normes REDD+**²⁸ sont élaborées de manière participative, adoptées et intégrées dans le Manuel d'Opérations et des Procédures des évaluations environnementales et sociales, en prenant en compte les meilleures pratiques nationales et internationales en relation avec la prévention, l'atténuation et la compensation (par ordre de priorité) des impacts négatifs directs et indirects des investissements miniers et des hydrocarbures, d'ici fin 2023. Les normes REDD+ sont assorties d'un mécanisme d'audit indépendant.
- h. **Tous les contrats de concessions de mines et hydrocarbures sont publiés**, conformément aux accords entre le Gouvernement de la RDC et l'ITIE d'ici fin 2022.

7. Démographie

Vision

Accélérer la transition démographique, et ainsi contribuer à la maîtrise de l'accroissement de la population, en vue de la capture du dividende démographique.

Objectif 2031

- a. Adopter et mettre en œuvre une politique nationale de population, en vue d'accélérer la transition démographique et saisir le dividende démographique, intégrant un volet démographique, et les structures et outils permettant son application efficace sont mis en place, en permettant aux familles et aux ménages de se rendre résilients aux effets des changements climatiques.

Jalons politiques fin 2023

- b. Le **Comité national de population** (CONAPO), y compris son Secrétariat technique, est redynamisé d'ici fin 2022, et ses comités provinciaux et locaux sont redynamisés et/ou installés dans au moins six provinces cibles d'ici fin 2023, et au moins quatre autres d'ici fin 2025, pour encadrer le développement de la Politique, assurer la coordination et encadrer la planification multisectorielle en termes de lien entre les questions de population et le développement durable, à savoir ses dimensions économiques, sociales et environnementales, dans l'objectif de faire de la RDC un pays à revenu intermédiaire à l'horizon 2035.
- c. La **Politique nationale de population** est actualisée et adoptée d'ici [fin 2024], y compris le volet démographique, en vue d'accélérer la transition démographique, saisir le dividende démographique et pour mieux évaluer et optimiser l'impact de l'accroissement de la population sur tous les domaines du développement, y compris l'émergence économique, la lutte contre la pauvreté et les inégalités et la gestion durable des ressources naturelles.

²⁷ Article 19 de la Loi n°14/003 du 11 février 2014 relative à la conservation de la nature.

²⁸ Des normes sociales et environnementales qui se limitent aux impacts sur les écosystèmes forestiers.

- d. Le nouveau **Plan stratégique de planification familiale** à vision multisectorielle pour la période 2021-2025 avec regard sur 2030 est finalisé et adopté d’ici [début-2022] pour ainsi contribuer à l’accélération de la marche vers la transition démographique au travers d’une approche basée sur les droits.
- e. Une **stratégie nationale de sensibilisation en santé sexuelle et reproductive** est élaborée en intégrant les éléments de la Stratégie nationale de communication pour la promotion de la planification familiale (adoptée en 2021), tenant compte des pesanteurs socio-culturelles associées et les questions de population et de développement, est adoptée d’ici [fin 2023].
- f. Un **protocole d’accord** est conclu entre le Ministère de la Santé et les partenaires techniques et financiers, pour appuyer la mise en œuvre du Plan stratégique multisectoriel en planification familiale 2025, de manière à faciliter une augmentation substantielle des services de planification familiale au travers d’approches complémentaires publiques et privées.
- g. Un **Plan de plaidoyer** auprès du Gouvernement pour (i) augmenter graduellement l’allocation et l’exécution du **budget domestique** à la planification familiale, en accord avec la décision gouvernementale existante, et pour (ii) allouer une ligne de crédit consistant au CONAPO, est adopté d’ici [fin 2023].
- h. Pour maximiser le plaidoyer interne et externe, la **coordination nationale du Comité Technique Multisectoriel Permanent (CTMP)** pour la planification familiale est redynamisée et est fonctionnel d’ici fin du premier trimestre 2022, conformément à ses statuts de règlement intérieur.

8. Gouvernance et mobilisation des ressources

Vision

La bonne gouvernance, l’amélioration du climat des affaires, une meilleure coordination intersectorielle et la participation des parties prenantes dans les processus décisionnels permettent : (i) d’assurer une gestion durable des ressources naturelles, dont les forêts, et (ii) d’attirer les investissements publics et privés durables et d’accroître leur contribution au budget de l’État.

Objectif 2031

- a. Dans le cadre des réformes en cours, assurer la cohérence des lois et des textes règlementaires sectoriels en vue de :
 - i. Aligner les politiques, les stratégies et les programmes sectoriels pour garantir la bonne gestion des ressources naturelles et du processus REDD+ ;
 - ii. Améliorer le climat des affaires susceptible d’attirer des investissements publics et privés durables ;
 - iii. Renforcer la mobilisation des ressources financières publiques et privées, domestiques et extérieures, pour financer le développement et accroître les ressources, spécialement du budget de l’État, et contribuer à la mise en œuvre de la Contribution déterminée au niveau national (CDN) et de la présente lettre d’intention, dans une logique de gestion durable et de préservation des ressources naturelles, dont les forêts.

Objectif 2026

- b. Expérimenter un modèle de zone économique spéciale visant à appuyer les investissements agricoles, énergétiques et autres, ainsi que le développement de leurs chaînes de valeurs à impact réduit sur les forêts

et les écosystèmes, et en faveur des communautés locales et des populations autochtones, assorti d'un ensemble de règles et mesures facilitant ces investissements d'ici fin 2025.

Jalons politiques fin 2023

- c. Une revue légale des permis d'exploration et contrats miniers et d'hydrocarbures est réalisée d'ici 2023 en concertation avec les diverses parties prenantes, et ses résultats sont publiés et appliqués d'ici fin 2025.
- d. Les outils de paiements pour services environnementaux sont pilotés dans au moins 3 PIREDD d'ici fin 2023.
- e. D'ici fin 2023, au moins 3 provinces PIREDD, sont appuyées pour définir, dans une démarche ouverte, participative et inclusive, des plans provinciaux et locaux de développement, intégrant les priorités de la présente lettre d'intention conformément à la stratégie nationale REDD+, en vue de consolider la réponse aux moteurs de la déforestation et d'orienter les processus d'aménagement du territoire aux différents échelons correspondants.
- f. Un modèle pilote des zones économiques spéciales et son plan de mobilisation des ressources domestiques et extérieures sont définis et adoptés d'ici fin 2023.
- g. Un **mécanisme de suivi et évaluation de la participation** des parties prenantes (femmes, peuples autochtones, jeunes, communautés locales et autres) est défini et mis en œuvre d'ici fin 2022.
- h. Une **revue des textes juridiques de la gouvernance inclusive au niveau local** est réalisée d'ici fin 2023 sous la coordination des Ministères du Plan et du Développement Rural, de manière à clarifier les aspects institutionnels, la fonction de coordination des activités, le rôle et les responsabilités des structures de représentation des acteurs dans la gouvernance locale (dont CLAT, CARG, CLD, etc.), tout en préservant l'inclusivité sectorielle des processus locaux et la représentativité des parties prenantes.
- i. Un **Plan de mobilisation des ressources domestiques** est défini et adopté d'ici fin 2022, pour contribuer à la mise en œuvre de la présente lettre d'intention. Ce plan alimentera l'élaboration d'une nouvelle Stratégie de Mobilisation des Recettes à Moyen Terme (SRMT) en partenariat avec la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International.
- j. Le Gouvernement proposera en 2022 au Fonds Monétaire International et à la Banque Mondiale d'intégrer certains engagements de cette présente Lettre d'Intention dans les mécanismes de suivi de ces partenaires afin d'assurer une cohérence dans la conduite des réformes.
- k. Un **Plan de mobilisation des investissements privés** est défini et adopté d'ici [fin 2022], pour contribuer à la mise en œuvre de la présente lettre d'intention.
- l. Des **ressources non-domestiques innovantes** sont mobilisées à la mise en œuvre des priorités REDD+, sous forme de contributions directes, co-financement et alignement.
- m. La **loi sur les peuples autochtones** est finalisée et adoptée et ses textes d'application prioritaires définis, élaborés et approuvés.

Letter of Intent on the Renewal and Expansion of the Partnership for Green Rural Development in the Democratic Republic of the Congo for the period of 2021-2031

Between
the Central African Forest Initiative (CAFI
and
The Government of the Democratic Republic of the Congo

Hereinafter jointly referred to as the "Signatories"¹,

PREAMBLE

Recognising:

- The goals of the National Strategic Development Plan (PNSD 2019–2023) of the Democratic Republic of the Congo (DRC);
- The objectives of the DRC Nationally Determined Contribution (CDN), revised in 2021, and the stated will of the DRC Government to implement it to achieve the objectives of the 2015 Paris Agreement;
- The objectives of the National REDD+ Framework Strategy to stabilise forest cover at 63.5% of the national territory;
- The eminently cross-cutting and multi-sectoral nature of the Land Use, Land-Use Change and Forestry sector (LULUCF);
- The magnitude of the challenges facing the Democratic Republic of the Congo to pursue a sustainable development path;
- The importance of strengthening land use policies and the sustainable management of natural resources to contribute to the country's development efforts;
- The seriousness of the issues of climate change and biodiversity loss;
- The central role played by the tropical forests of the Congo Basin, and more particularly the forests of the DRC, in providing ecosystem services, including carbon stocks and in regulating rainfall for agriculture at national and regional levels ;

- Progress made against a large number of milestones in the first Letter of Intent between the DRC and CAFI;
- The Kunming Declaration and the participation of the DRC in the High Ambition Coalition for Nature and People;
- The Declaration of commitment of COMIFAC members states for Central African forests and a call for equitable financing on 26 August 2021;
- The speech made by of H.E. President Felix-Antoine Tshisekedi Tshilombo on the occasion of the International Day of Indigenous People on 8 August 2020¹;
- The Brazzaville Declaration on Peatlands of 22 March 2018 and Resolution UNEP/EA.4/RES.16 on the Conservation and Sustainable Management of peatlands of 15 March 2019,

The Signatories express their willingness to renew and expand their long-term partnership for the implementation of the National REDD + Framework Strategy of the Democratic Republic of the Congo and its Investment Plan, on the basis of this Letter of Intent, following the decision of the CAFI Executive Board EB.2021.18 of 1 November 2021.

This Letter of Intent specifies its purpose and sets the principles and terms of the partnership for the period 2021-2031. The overall scope of the partnership will depend, on the one hand, on progress made in achieving the objectives and milestones set for the first five-year period (2021-2026), and on the other hand, on CAFI's funding commitments for the second five-year period, assessed as part of a mid-term review in 2026.

I. OBJECTIVE OF THE LETTER OF INTENT

This Letter of Intent defines the respective ambitions of the partnership in which:

1.1. Commitments of the DRC

Forest cover

The DRC is committed to working in partnership with the goal of halting and reversing forest loss and land degradation by 2031, while ensuring sustainable development and promoting inclusive rural transformation, in accordance with the Glasgow Leaders' Declaration on Forests and Land Use dated 2 November 2021.

¹ Including the following sections : “ the directions and commitments of my government on the issue of Indigenous people and Pygmies are the following : “ secure lands and ancestral territories of Indigenous Pygmies in large natural reserves, ecological and community-based, as per their will and under their control”

In implementing this objective, and in view of the data from the DRC’s National Forest Monitoring System, the DRC commits, on the basis of substantial, additional, new and predictable funding to:

- Stabilise and, where appropriate, reduce the annual loss of forest cover; and
- Compensate for residual losses of forest cover through natural regeneration as well as afforestation, reforestation and agroforestry².

A ceiling for annual forest cover losses is set at its average for the 2014-2018³ period, specifically a maximum of 667 867 hectares (ha) per year.

This ceiling will be revised downwards by the end of 2023 on the basis of the most recent available data from the National Forest Monitoring System, going at least through to 2021, and then on a biannual basis, in dialogue with the CAFI Executive Board. Particular attention will be paid to the consistency between this ceiling and the revised Forest Reference Emission Level (FREL), and the Nationally Determined Contribution will then be updated to incorporate this ceiling and resubmitted to the United Nations Framework Convention on Climate Change.

2031 policy commitments

Land Development	<ul style="list-style-type: none"> ● High-value forests, peatlands and local community forest concessions are systematically integrated into land-use planning processes and plans, with a goal of protecting them. ● All land allocation contracts (agriculture, forests, mines, hydrocarbons) are centralised and published in a transparent manner.
Energy	<ul style="list-style-type: none"> ● The share of unsustainable fuelwood for cooking in major urban centres is reduced by at least 50% using integrated approaches.
Agriculture	<ul style="list-style-type: none"> ● In high-value forests and peatlands⁴: <ul style="list-style-type: none"> ○ Family-sized and intermediate-sized agriculture is supported to reduce the impact on biodiversity and carbon stocks, including by strictly regulating the draining of peatlands. ○ No agro-industrial concession that is incompatible with the protection of forests and peatlands is granted in these high value forests and peatlands; these concessions are directed in the first instance towards savannah areas and, otherwise degraded forests⁵. ● Agricultural development is directed in the first instance to savannah areas, including by facilitating land tenure security and access to energy.
Forest	<ul style="list-style-type: none"> ● High-value forests and peatlands will have been defined and identified through a participatory and multi-sectoral process, taking into account local, national and international best practices on considering and valuing carbon stocks and

² In particular, within the framework of the Bonn Challenge and the AFR100 initiative, as well as the presidential "1 billion trees" initiative.

³ Latest data from the DRC's National Forest Monitoring System (SNSF)

⁴ Defined and identified as part of a national multi-sector process, see the "Forest" pillar

⁵ Defined and identified as part of a national multi-sector process, starting from existing national data, cf Forest pillar

	<p>biodiversity, and a protection and management status will have been assigned, accompanied by differentiated use and management rules according to sectors and actors.</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Forest law enforcement capabilities are strengthened at all governance levels, including through provincial strategies for prioritising law enforcement based on risk and independent monitoring; and industrial and artisanal logging is performed in accordance with national legislation. ● All forest concessions deemed illegal under the national legal framework are cancelled. ● A total of at least 5 million hectares of local community forests concessions (CFCL) are granted;
Conservation	<ul style="list-style-type: none"> ● By 2030, the goal of at least 30% of national areas under a protection status will have been achieved, under different models and including areas dedicated by local communities themselves to forest protection, following the recommendations of the 30x30 Initiative within the framework of the High Ambition Coalition for Nature and People to which the DRC is a member, and respecting the principle of Free, Prior and Informed Consent.
Restoration	<ul style="list-style-type: none"> ● Eight million hectares of degraded land and forests will have been restored within the framework of the Bonn Challenge and the AFR-100 Initiative, using regeneration as well as reforestation and agroforestry, as well as through the "1 billion trees" Presidential Initiative, prioritising areas that supply fuelwood to large cities, and respecting the principle of Free, Prior and Informed Consent.
Land Tenure	<ul style="list-style-type: none"> ● An ambitious and innovative land policy and law will have been approved, notably integrating local land charters, cadastres and community land registries, and a Strategy for the ecological transition in land investments will have been approved and implemented. ● Collective and individual land tenure rights are recognised using flexible and reliable local tenure information systems. ● Land tenure security for green investments in savannahs is facilitated.
Mines and hydrocarbon	<ul style="list-style-type: none"> ● REDD+ standards⁶ for mining and hydrocarbon investments in forest areas and peatlands are adopted, accompanied by an independent review of their implementation. ● Mining and hydrocarbon activity that is incompatible with forest protection objectives of protected areas is prohibited, in compliance with the existing legal framework
Demography	<ul style="list-style-type: none"> ● An ambitious 2030 national population policy will be adopted and implemented, with a view to accelerating the demographic transition and seizing the demographic dividend.
Governance and mobilisation of	<ul style="list-style-type: none"> ● An innovative special economic zone model will be implemented, aiming to support investments in agriculture and energy with a reduced impact on forests ● The legal and regulatory framework on the protection of the rights of Indigenous

⁶ Social and environmental standards that relate to the impacts on forest ecosystems and peatlands.

resources	Peoples is adopted and implemented.
-----------	-------------------------------------

2.1. CAFI commitments

The CAFI Executive Board, in its decision EB.2021.18 of 1 November 2021, approved an initial allocation of USD 500 million from the CAFI Trust Fund for the period 2021-2026. This allocation was made according to a results-based approach.

With regard to funding for the 2026-2031 period and in order to ensure an equitable deal for the DRC, the parties agree that the DRC will continue to need substantial level of funding support to reach its ambitious 2031 objectives. Therefore CAFI commits to engage in efforts to mobilise important amounts of funding to cover the commitments taken by DRC over this period, in line with the COMIFAC Declaration for Central African forests and its call for equitable funding, signed on 26 August 2021. In addition, this Letter of Intent will serve as an instrument to mobilise additional public and private funding that is domestic, bilateral and multilateral, to allow the DRC to achieve its green development objectives. To this end, financial partners are interested in aligning their funding in order to better coordinate the support to the achievement of the DRC's ambitious objectives set forth in the NDC and in this Letter of Intent. To date, DRC's financial partners⁷ have already indicated their intention to align (XXX) million additional USD to the CAFI Trust Fund to help achieve these objectives. The alignment of these funds in no way precludes CAFI from its commitment to carry out the necessary efforts to mobilise funding through its trust fund to achieve the objectives of this Letter of Intent.

The mobilisation of financing after 2026 will depend on the independent evaluation of the partnership in accordance with Section 3.2 and the availability of funds. Depending on the financing committed from 2027, the 2031 objectives may be readjusted.

The overall distribution based on this budget in support of implementation of the partnership will be defined in a separate programming document by 1 February 2021 (see Section 3.1). This distribution will be guided by the following principles:

1. The respective weight of direct and indirect drivers of deforestation and degradation of forests;
2. The cost-effectiveness ratio of the envisaged measures;
3. The performance of sectors in terms of reforms and results on the ground;
4. Governmental priorities;
5. Priority given to interventions on the ground;
6. Potential earmarking by contributors; and

⁷ Germany, Belgium, Sweden [the list is being finalised by Monday 1st November 2021]. CAFI will regularly update an overview of these bilateral contributions and share with the Government, indicating the sectors in which the funding will occur. The first update will be completed before February 1, 2022.

7. The transformational impact of programmes, as defined by the CAFI Theory of Change.

CAFI funding allocations will be made available according to modalities to be defined between the parties, based on performance as per the Government's level of commitment to reaching the objectives of this Letter of Intent. In accordance with the Terms of Reference of the CAFI Trust Fund, the contribution of the CAFI Trust Fund will be subject to decisions made by the Executive Board with respect to the approval of programmes. This contribution is subject to fulfilling the conditions of the CAFI Standard Administrative Agreement⁸, particularly conditions relating to the availability of funds. In accordance with the CAFI Trust Fund Standard Administrative Agreement, requests for disbursement, that will be consolidated by the CAFI Secretariat, will be based on financial needs defined in the annual working plan, programmatic projections and the relevant financial and narrative reports of implementing organisations.

Disbursement decisions taken by the CAFI Executive Board relating to contributions through the Trust Fund will be based on a demonstration of these financing needs, as well as on a review of progress made compared to the milestones agreed to for implementation of the objectives of this Letter of Intent, that represents the framework of policy dialogue.

II. GENERAL PRINCIPLES

The Democratic Republic of the Congo and CAFI stress the importance of respecting the following general principles in the context of the Partnership to be established by this Letter of Intent, principles that apply to all milestones in Annex 1:

1. The conduct of a high-level and continuous multisectoral **policy dialogue**, via a framework of high-level consultation facilitated by the Minister of Finance, led by the Prime Minister, Head of Government or the President of the Republic, who convenes the authorities concerned and the country's technical and financial partners, and particularly those who are members of the CAFI Executive Board, for the joint monitoring of the implementation of the Letter of Intent;
2. Respect for the **principles of consultation, participation and transparency** in conducting reform and political processes;
3. **Guaranteeing a participatory approach in land use**, through the functioning of consultation mechanisms involving all relevant stakeholders involved in sectors linked to land use, with a view to respect the principles of consultation and transparency throughout implementation processes, while recognising and respecting the role and responsibility of the State in the final decisions. This also includes respect for the principle of Free, Prior and Informed Consent in the possible expansion of the network of Protected Areas, as well as in efforts to restore degraded land and forests.

⁸ <http://mptf.undp.org/document/download/25034>

4. **Recognition for and respect of the rights and aspirations of all stakeholders, including local communities, indigenous peoples (IPs) and women**, in particularly the recognition and respect for customary and modern land rights, that will be taken into consideration in the planning and implementation phases of policies and programmes, meant to contribute to improving the livelihoods of IPs, promote gender equality and balance participation between men and women in all processes supported at national, provincial and local levels in the context of this Letter of Intent; and this in accordance with international conventions and good practices, and the national legal and regulatory framework
5. **The inclusion of the private sector** in implementation approaches with a view to ensuring the sustainability over time of interventions and their results
6. A **performance-based approach on performance** that will guide efforts to mobilise CAFI resources on the basis of progress made towards attaining the objectives of this Letter of Intent and the Government's level of commitment
7. **Enhanced coordination and a search for synergies by the Government and partners** between different policies, initiatives and programs related land use, natural resources management and the country's climate commitments, and the alignment of the interventions of the country's financial partners to attain the objectives of this Letter of Intent
8. **Respect for REDD+ social and environmental safeguards** developed at the country's level, based on the national legal framework and the Cancun Safeguards.

III. MODALITIES OF PARTNERSHIP

3.1. MECHANISM OF DIALOGUE AND CONSULTATION

Upon the signature of this Letter of Intent, and with the aim of reaching its objectives, the Signatories affirm their intention to establish a mechanism of dialogue and consultation. This mechanism will ensure the monitoring of the objectives and milestones recorded in this Letter of Intent, the formulation of recommendations relating to the implementation of set institutional reforms, and the definition of cooperation actions to be carried out. The Government and CAFI express their desire to respect the framework of the Letter of Intent and to make every effort to ensure the successful implementation of the programmatic activities which will derive therefrom.

It is understood that:

- The Government of the Democratic Republic of the Congo is accountable for reaching the objectives of this Letter of Intent. To that effect, with the technical support of the CAFI Secretariat, the Government is responsible for the planification and management, in a coherent and effective manner, towards reaching results. The Government is fully associated with the evaluation of the results of programmes.

- CAFI is responsible of ensuring that activities comply with the Terms of Reference of the Trust Fund, and to this end, ensures quality assurance for the good development and monitoring of the portfolio funded by CAFI. On this basis, CAFI ensures the funding of this Letter of Intent and mobilise partnerships.
- Monitoring and evaluation of the implementation of the partnership is provided jointly.

A manual will define practical modalities and will be an integral part of this agreement.

In order to address concerns of parties regarding the good implementation of programmes and to ensure that results are achieved, it is agreed that joint principles of governance and monitoring modalities by the DRC Government are standardized in programme documents. This will strengthen the evaluation systems enabling the Government and CAFI to take the necessary actions in case of a non-performing programme, and to take action as to whether funding continues or not towards this given programme, on the basis of evaluations.

The DRC Government and CAFI donors express their willingness to respect the below framework:

- At the political level: through a high-level framework for dialogue and concertation, presided by the President of the Prime Minister, to ensure inter-ministerial arbitrations; an annual report of milestones monitoring that includes the recommendations and implementation status will be reviewed by this framework.
- At the programmatic level, through inter-ministerial coordination presided by the Minister of Finance, seconded by the Minister of Environment and Sustainable Development that is in charge of programming. The programmatic directions will be established by 1 February 2022 through the programmatic framework⁹ elaborated by the DRC Government in close consultation with the CAFI Secretariat and validated by the CAFI Executive Board. These programmatic directions will be detailed in future project documents elaborated by entities accredited to the CAFI Fund, in consultation with the Government and validated by the CAFI Executive Board.

3.2. MONITORING AND EVALUATION OF THE PARTNERSHIP

The Government of the Democratic Republic of the Congo and the CAFI Executive Board express their intention to put in place a monitoring and evaluation mechanism to :

- Monitor the objectives and milestones referred to in this Letter of Intent, and subsequently detailed jointly into updated indicators in annual working plans. Updated information will be provided on a regular basis on an internet site, so that it becomes publicly available. An annual report relating to the monitoring of milestones and including the state of implementation of recommendations of the joint review will be produced and published online.

⁹ Programmatic milestones suggested by the DRC Government that are not reviewed by the CAFI Executive Board will constitute one element to inform the elaboration of the programmatic framework.

- Monitor the indicators of the programmatic framework. Definition of these indicators will take into account those of the Investment plan of the National REDD+ strategy, the CDN and the indicators of the CAFI Fund.
- Joint monitoring and periodic reports on the sources of financing that participate in implementing the Letter of Intent, with an updated result and budget frameworks, including the relevant international aid and progress towards gradual domestic funding, to ensure alignment with the objectives of this Letter of Intent.

The government and the CAFI Executive Board agree on holding at least one annual review to discuss this monitoring on the basis of a written annual report submitted by the DRC two weeks before the annual meeting.

Over and above regular monitoring between the Signatories, an independent review of the partnership will be carried out in 2026. The Signatories will jointly develop and validate the terms of reference.

This regular monitoring between the Signatories and the independent review will provide information about the level of commitment of the Government and will therefore inform the resource mobilisation efforts carried out by CAFI as well as the orientations of the partnership.

3.3. DISBURSEMENT MECHANISM

In accordance with the CAFI Terms of Reference, the Fund will be disbursed according to four types of disbursement mechanisms, i.e.:

1. The participating United Nations bodies
2. The World Bank
3. International Cooperation Agencies (ICA)
4. International non-governmental organizations legally registered in the DRC and invited by the Executive Board to sign an administrative support agreement with the Office of the Multi-Partner Trust fund of UNDP. Their selection and monitoring will be based on the HACT (Harmonised Approach to Cash Transfers) assessment, and only an organisation which the assessment has determined to have a low risk will be authorised by the Executive Board to access the Fund.
5. Aforementioned partners that act as managing agents for funding to national entities.

In strict compliance with the aforementioned CAFI legal framework, the parties to the agreement undertake to promote implementation mechanisms that allow an enhanced engagement of sectoral ministries and national entities in the context of reform programs. During the selection of investment programmes, parties will define selection criteria to ensure the mobilisation of local entities in the implementation.

3.4. NOTIFICATION AND COMMUNICATION

Any notification or correspondence from the Government to the CAFI Executive Board will be sent by the Prime Minister's office.

3.5. AMENDMENT TO LETTER OF INTENT

This Letter of Intent may be amended by an exchange of letters between the signatories. The letters thus exchanged then form an integral part of this letter of intent as an addendum.

This letter of intent will not prejudice the performance of obligations arising from bilateral or multilateral agreements to which the Signatories are or will be parties. It does not create, nor does it aim to create legal or binding obligations on any of the Signatories under national or international law.

In Glasgow, on 2 November 2021, in two copies in French and English; but the French version takes precedence.

Annex 1 – Thematic visions and objectives and political milestones

1. Land use planning

Vision

To ensure the territorial consistency, attractiveness and economic competitiveness of the country by improving the well-being of the population through a sustainable management of natural resources, particularly forest resources, spatial planning and optimization of the allocation of spaces, through the promotion of an inter-sectoral and multi-actor dialogue and consultation framework for the arbitration of land uses.

Objectives 2031

- a. Starting from sectoral and development priorities, **to carry out inter-sectoral arbitrations in order to ensure the preservation of forests, and particularly those of high value, of biodiversity and of peatlands**, with a view to promoting sustainable land allocation and use.
- b. **To systematically integrate high-value forests, peatlands¹⁰ and local communities forest concessions in land use planning processes and plans**, with an aim to protect them ;
- c. Orienting agricultural development as a priority in savannah areas

Objectives 2026

- d. To finalize in a participatory and inclusive manner the **National land use plan and land-use plans at provincial and local levels** in key areas, and ensure that these tools are ready for implementation by 2025 and that they integrate high-value forests and peatlands, previously identified, with a view to protect them
- e. Implement the mechanisms provided for by law to operate **inter-sectoral arbitrations and ruling on conflicting land allocations**, by prioritizing in particular protected areas and provinces with Integrated REDD+ programmes (“PIREDD”) by end 2025
- f. Prepare, adopt and publish the priority application texts of the Land-use Planning Law by end 2025, in order to provide a legal basis for various bodies (including the CNAT, the CPATs and the CLATs), tools (including the SNAT, the PPATs, the PLATs and the PSATs) for land use planning and inter-sectoral arbitrations.

Political milestones by the end of 2023

- g. The **Law on Land Use Planning** is promulgated by the President of the Republic by end 2022 ; the National Council for Land-use Planning (*CNAT in French*) is set up by mid-2022 by a legal act, that also defines its missions, its organization and its functioning as a multi-sector structure for consultation,

¹⁰ Peatlands : in compliance with the commitments made by the DRC in the framework of the Brazzaville Declaration and the UNEP/EA.4/RES.16 Resolution on the Conservation and Sustainable Management of Peatlands adopted on 15 March 2019 and covering the following aspects: (i) Establishment and implementation of land allocation plans favoring the conservation and protection of peatlands ; (ii) Promotion of best practices of sustainable management in the peatland zones covered by economic activities so that the latter are managed in a sustainable and judicious manner at the climate level, that is so that they are neither drained nor dried up; (iii) Implementation of the principle of free, prior and informed consent in the above mentioned activities

orientation, advice and assistance to the government, ensuring synergies with other existing structures including the National Commission for Land Reform; a first meeting of the CNAT is organized by [end of 2022] and a meeting is held at least annually afterwards; Provincial and Local Land Use Planning Councils (CPAT and CLAT in French) are set up by legal acts in at least two pilot provinces by [end of 2023], and in all the other PIREDD by the end of 2026.

- h. A national directory of soil and subsoil natural resources, in terms of inventories of natural, renewable and non-renewable resources, is performed by the end of 2023 on the basis of the information provided by the sectoral ministries by 2022, and makes it possible to draw up a preliminary draft of the **Land Use Planning Atlas** bringing together the cartographic representation of the directory data as well as the existing sector allocations and those projected.
- i. Regarding **existing land use disputes, an arbitration process** is initiated and driven, in compliance with the law, by the relevant competent authority (Prime Minister, Provincial Governor, local authority) on the basis of directives proposed by the regional planning council of the level concerned (national, provincial or local) for at least [2-5] allocation conflicts in priority protected areas
- j. All the land allocation contracts (**agriculture, forests, mines, hydrocarbons**) are **centralized and published in a transparent manner** and updated at least once a year on an internet platform accessible to all, in collaboration with the sectoral ministries concerned.

2. Energy

Vision

Guaranteeing everyone access to reliable, sustainable and modern energy services at an affordable cost.

Objective 2031

- a. **To reduce by 50% the share of unsustainable wood-fuel used for cooking** in the main urban centers (Kinshasa, Mbuji-Mayi, Lubumbashi, Kisangani, Goma and Bukavu), through integrated approaches including (i) the reduction in the demand for fuel wood through the development of effective substitution energies for wood energy (including LPG), as well as improving energy efficiency in the production and consumption of charcoal ; and (ii) increasing the sustainable supply through wood-energy plantations (including agroforestry) and regeneration, as well as better management of natural forests.

Objective 2026

- b. Reducing by 10% the share of non-sustainable fuelwood used for cooking in the main urban centers (Kinshasa, Mbuji-Mayi, Lubumbashi, Kisangani, Goma and Bukavu), through integrated approaches including (i) reduction in the demand for wood-fuel through the development of effective replacement energies to wood-fuel (including LPG), as well as improving energy efficiency in the production and consumption of charcoal ; and (ii) increasing the sustainable supply through energy plantations (including agroforestry) and regeneration, as well as better management of natural forests.

Political milestones by the end of 2023

- c. **An intersectoral coordination mechanism on the issue of sustainable energy**, that includes clean cooking, is defined by a legal act and made operational by the end of [2023], with at least [1 or 2]

annual meeting(s) from [2022] and a clarification of the respective mandates and necessary synergies by [end of 2023].

- d. **The National Energy Policy is developed and validated** in the Council of Ministers by [end of 2022], integrating clean cooking with a view to reducing the impact on natural forests.
- e. The Energy Policy recognises the importance of establishing fuelwood supply master plans, with clear multi-stakeholder institutional support for managing their implementation
- f. The **legal, regulatory and fiscal framework for liquefied petroleum gas (LPG)**, is adopted by [2023].
- g. A plan or roadmap is adopted by [end of 2023] aiming at gradually increasing the allocation and execution of the **national budget** in support of the implementation of this Letter of Intent in the energy sector

3. Agriculture

Vision

Improve the food and nutritional security of populations, increase the income of rural populations, maintain agroecological conditions for agricultural production through sustainable agriculture that respects forests and the environment.

Objectives 2031

- a. In high-value forests and peatlands¹¹ :
 - **To support family and medium-sized agriculture** to reduce its impact on biodiversity and carbon stocks, including by strictly regulating the drainage of peatlands ;
 - **No agro-industrial concession that is incompatible with the preservation of forests and peatlands is granted**: these are oriented primarily towards savannah areas and, by default, degraded forests¹².
- b. **To steer agricultural development as a priority towards and savannah areas¹³**, including by facilitating land tenure security and access to energy to support sustainable agricultural investments and improvement of the agricultural value chain.
- c. **Promoting sustainable family agriculture** compatible with forest and peatland protection as a development driver for the rural world to strengthen food security and improve the agricultural value chain, by empowering women and households

¹¹ Defined and identified as part of a national multi-sector process, cf. Forest pillar.

Peatlands : In compliance with the commitments made by the DRC within the framework of the Brazzaville Declaration and Resolution UNEP / EA.4 / RES.16 on the Conservation and Sustainable Management of Peatlands adopted on March 15, 2019 and covering the following aspects : (i) Establishment and implementation of land use plans that promote the conservation and protection of peatlands ; (ii) Promotion of good sustainable management practices in peatland areas covered by economic activities so that they are managed in a sustainable and climate-wise manner, that is to say so that they are neither drained or dried out ; (iii) Implementation of the principle of free, prior and informed consent in the above-mentioned activities

¹² Defined and identified in the framework of a national, participatory and multi sectorial process, cf forest pillar

¹³ In compliance with environmental requirements, as laid down by law

- d. Ensuring that the **domestic budget** contributes to at least 10% to the agricultural sector by 2031, in compliance with the commitments made by the Government under the Maputo Declaration on Agriculture and Food Security.

Objectives 2026

- a. **To translate into law the orientations of the National Agricultural Policy** in particular by taking up the principles of regional planning and sustainable management of forests and peatlands, and by taking into account the opinions of the National Advisory Council on Agriculture; adopting the revised agricultural law [by the end of 2024].
- b. The **Agriculture Law** is adopted by 2025 and defines **transparent allocation procedures** for agro-industrial concessions, integrating the reduction of impacts on forests and notably the protection of high value forests, peatlands and the environment.
- c. To adopt the **texts for priority** application of the law [end of 2025].
- d. The **agriculture registry**, concerning industrial agriculture, "family¹⁴type" [intermediate], and family¹⁵ agriculture, is implemented at the provincial level, in synergy with the Ministry of Land Affairs, so that information regarding all agricultural concessions is available at the central level by the [end of 2026].

Political milestones by 2023

- e. The **Agricultural Policy** is adopted [in the Ministerial Council] by the [end of 2022], integrating the principles of Land Use Planning and the protection of forests and peatlands (cf. Forest pillar), and promoting the development of sustainable commercial agriculture in savannah areas.
- f. **Agricultural concession contracts** are published at least every year on the Sector Ministry website and are accessible to the public.
- g. The **National Agricultural Advisory Council** is in place and operating by the [end of 2022].
- h. A **map of potential sustainable agricultural production**, integrating the preservation of forests and peatlands, is prepared for key cash crops [for example coffee, cocoa, palm oil, rubber, etc] by the [end of 2023], and based on the study made of the agricultural potential in the framework of the Land Use Planning Pillar.
- i. A participatory process of consideration and definition of the medium-sized (intermediate) agriculture, its specific requirements, and the manner to accompany it to reduce its impact on forests while responding to the country's requirements, in line with the objectives of this Letter of Intent, on the base of the specific context of the DRC and supported by good international practices in similar countries.

¹⁴ Is of family type any family operation that uses contracted labor and that constitutes a production unit with medium production capacity (article 14, paragraph 3, of the Agricultural Law).

¹⁵ Is of family type any operation is that where the staff is composed of members of the family (article 14, paragraph 2, Agricultural Law)

- j. The Sector Ministry formally notifies the development partners and Provincial Governors to ensure the **consistency** between **public development assistance programs** on the one hand and the provincial programs including the public and private investments, and on the other hand, the orientation of the national agricultural policy as well as the requirements of the Land Use Plans/Schemes [especially those developed in the framework of the PIREDD] by the [end of 2023].
- k. A **plan or roadmap** to gradually increase **the domestic budgetary allocation and execution** to the agricultural sector is adopted by the [end of 2023].

4. Forest

Vision

Ensure a sustainable management of the forests resources in a participatory and transparent manner with the many actors of the sector, including local and Indigenous communities, with a special accent on the application of the forestry law and good governance at all levels.

Objectives 2031

- a. **Strengthen the forest sector control capacities of the country**, at all levels of governance, and ensure that all the forestry operations of exploitation (industrial and artisanal), as well as those registered in the framework of conservation concessions and local community forestry concessions are compliant with the national legislation.
- b. **By 2030, attain the objective of at least 30% of national space under protection status** , under different models, such as recognised by law (*the protected areas and their buffer zones, the conservation concessions, the areas dedicated by the local communities to the protection of the forests in the simple management land use plans defined in a participatory manner, the series of conservation in forest concessions, the restricted areas of land use plans, etc.*), according to the recommendations of the Kunming Declaration and the 30x30 initiative in the Coalition framework for a High Ambition for Nature and People¹⁶, to which the DRC is a party. Any extension of the network of protected areas will be subject to respect for the principle of free, prior, and informed consent¹⁷.
- c. **Secure the limits of the protected areas** and, if necessary, make any declassification conditional on the public utility and the strict enforcement of the legal framework in force¹⁸.
- d. Restore eight million hectares of degraded forests by 2030 within the framework of **the Bonn Challenge and the AFR100 initiative**, by regeneration as well as reforestation and agro-forestry, as well as through the **Presidential Initiative of "1 billion trees"** ; the efforts to reconstitute the forestry and agro-forestry capital will be made a priority in the wood-energy supply basins of large cities, by

¹⁶ High Ambition Coalition – Initiative 30x30: <https://www.hacfornatureandpeople.org/coalition-de-la-haute-ambition-pour-la-nature-et-les-peuples-fr#fact>.

¹⁷ According to the Ministerial Decree No26 of 8 November 2017, setting the framework of national directives on Free Prior and Informed Consent (FPIC) to implement REDD+

¹⁸ Law number 14/003 of February 11, 2014 concerning the conservation of nature.

following a jurisdictional approach that integrates deforestation reduction and restoration and by following best practices in the sector, including the application of Free, Prior and Informed Consent.

- e. At least a total of **5 million hectares of Local Community Forest Concessions** (LCCFs) are allocated by the end of 2031.

Political milestones by the end of 2025

- f. Define by 2025, by means of a participatory and multi-sectoral process: (i) the concept of high-value forests and peatlands; (ii) provide them with a legal protection status (iii) provide them with associated rules of use and management aiming at the conservation of forest cover and its stock of carbon, differentiated by sectors (agriculture, mines and hydrocarbons, etc.) and actors (local communities, large scale private sector, etc.); (iv) Identify them spatially. This process will take into consideration the good local, national, and international practices regarding the consideration and valuation of carbon stocks and biodiversity values. It will aim to: (a) at a preliminary technical definition by the end of 2022; (b) a validation of the latter accompanied by a spatial identification and preliminary rules of use and management by the end of 2023, and a complete and participatory spatial identification by 2025.

Political milestones by the end of 2023

- g. The conditions to **launch¹⁹ the Sustainable Forest Management Program** are achieved by 31 January 2022.
- h. The **legal review of forestry concessions** for industrial operations²⁰ is completed by mid-2022 in consultation with the various stakeholders; the results published; and the forestry concessions that are judged illegal with regard to the national legislation, are canceled by [end of 2022]. The achievement of this milestone is a prerequisite for any new allocation and reallocation of industrial forest concessions.
- i. A **legal review of the conservation forestry concession titles** is completed by the [end of 2024], and considers notably agreements on social clauses, management plans and taxation, together with the different stakeholders of civil society; with the results published as soon as the review is finalized.
- j. The **concept of degraded forests** will be defined and identified for various types of forests in the DRC, in the framework of a national participatory and multisectoral process, by end 2023
- k. The **concept of high-value forests and peatlands** is defined through a participatory and multisectoral process, taking into account local, national, and international good practices on the consideration and valuation of the carbon stocks and biodiversity values by the [end of 2023];

¹⁹ These are the seven conditions precedent to the payment of a first advance on the bank account of the PGDF, as determined by the directives for the award of AFD contracts financed in foreign countries and registered in Clause 5.6 of the CCD 1087 01 E and CCD 1098 01 G Financing Agreements signed on July 14, 2021, between the AFD and Ministry of the Environment and Sustainable Development of the DRC.

²⁰ As established in the 2019 Forest Sector Roadmap

- l. The forest sector is clearly and strongly integrated in **the Extractive Industries Transparency Initiative (EITI)** and in this regard, all the industrial and conservation operating concession contracts, and including the audit reports²¹, review, and observation missions, are published on a publicly available internet site by the [end of 2022].
- m. **Evaluate the efficiency of forest law enforcement and develop provincial strategies on this basis** for prioritising controls based on the risk of illegality, this to ensure a more efficient use of the limited resources of the central and deconcentrated and decentralise services of the Ministry of Environment and Sustainable Development (MEDD) dedicated to forest control. In parallel, **initiate thinking about the role of independent observers**, mandated and non-mandated, under the National Forest Advisory Council framework to reinforce civil society support for forest monitoring, in coordination with the central, deconcentrated and delocalized services of the MEDD
- n. The **Forest Policy** is prepared and adopted by the [the end of 2023], resulting from a participatory and transparent process with all the stakeholders and, in particular, (i) the principles of land use planning and the protection of valuable forests and peatlands, as well as (ii) the local and community-based models of forest management.
- o. The **Forest Code** is revised by the [end of 2023] to integrate (i) the strategic orientations of the forestry policy, and including the advances and challenges related to the REDD+, the industrial, artisanal, and community management of the forests; (ii) the strengthening of the penalization of forestry and wildlife infractions; and (iii) the new dynamics of conservation, protection of the biodiversity, and nature-based solutions.
- p. Within the framework of **allocation of new industrial forestry concessions**, efficient measures of evaluation, quality standards, and procedures considered by the Forestry Code and its application texts (especially *Decree No. 08/09 of August 8, 2008, setting the attribution procedure for the forestry concessions and the Decree No. 011/25 of May 20, 2011, modifying the said Decree 08/09 of August 8, 2008* particularly in terms of (i) adjudication, (ii) a preliminary public inquiry, (iii) negotiation of the social clauses with the communities as part of the terms of reference, and (iv) independent observation of the process, are respected, as provided for in the regulatory framework for forest management.
- q. The **decree formalising the lifting of the moratorium** will be adopted only after the realisation, on the base of a consultative process, of the geographical programming²² of future allocations in compliance with the Presidential Decree No. 05/116 of October 24, 2005], funded entirely by CAFI by the end of 2022.
- r. Prepare in a participatory manner and adopt a **Plan** by the [end of 2022] **to ensure the effective protection of the existing protected areas** and extend the areas under protection status to at least 30% of the national territory by 2030²³.

²¹ And including the Audit Report of 2020 of the General Inspection of Finances, to be published before the end of 2021.

²² Targeted land-use planning at the relevant national and/or provincial level identifying priority areas for forest sector development based on ecological, geographic, economic, social and financial criteria and taking into account the climate change. Financial support for this process will be provided entirely by CAFI.

²³ That could include, as defined by the DRC, the protected areas and their buffer zones, conservation concessions, areas dedicated by local communities to forest preservation in simple, participatory land use plans, etc.

- s. At least **5 million ha in total of Local Community Forest Concessions (CFCL)** are allocated by [end of 2025], following best practices as defined in a *best practice guide* to be adopted by [end of 2023].
- t. The **data of forest deforestation and degradation** generated at the provincial and national level by the SNSF, as well as the [key] data of the national forest inventory, are updated annually and gradually improved, after adoption of a unique methodology for the DRC, considering the new technologies and standards available, paying attention to the comparability between periods; they are made available on the Terra Congo platform by the [end of 2022], then annually.
- u. The **updated biannual reports (BUR)** are submitted to the UNFCCC, integrating the most updated data issued for the national REDD+ process, considering the revised CDN.
- v. **The National Advisory Council for Forests** is operational and functional with a minimum of two sessions per year, and the Provincial Advisory Councils for Forests are functional in the PIREDD provinces by the [end of 2024], with at least two sessions per year.
- w. The **revised CDN** is aligned with the most recent data from the national REDD+ process prior to submission to the UNFCCC, and the country meets its UNFCCC reporting commitments on a regular basis.
- x. The **Forest Reference Emission Level** of the DRC for reducing emissions from deforestation (FREL) is updated by the end of 2022 and submitted to the UNFCCC.

5. Land tenure

Vision

A peaceful, socially stable, economically vibrant, and environmentally sustainable country through significantly improved land governance and effective and professional land administration, taking into account the vulnerable people, including indigenous peoples, women and others.

Objectives 2031

- a. Adopt and implement the Land Policy and Law, as well as their application measures and the Strategy for Ecological Transition in Land Investments
- b. Formalise recognised collective and individual land rights by means of flexible and reliable local land information systems, as a priority in the PIREDD provinces, especially in areas close to and within high-value forests. The issue of individual or collective rights within high-value forests will be discussed within the framework of the national process of defining these forests and their rules of use.
- c. To facilitate the land tenure security for green investment (agriculture, restoration) in savannas.

Objectives 2026

- d. To adopt and publish **Land Tenure Policy instruments**, including the Strategy for Ecological Transition in Land Investments, in collaboration with the Congolese Ecological Transition and Sustainable Development Agency (*in French Agence congolaise de transition écologique et développement durable - ACTEDD*).

- e. A legal deed is adopted and published by [the end of 2024] turning the CONAREF into a **National Land Observatory**, responsible for the evaluation and monitoring of the implementation of the national land policy, with at least two annual meetings of its Steering Committee.
- f. **A legal review of land concessions** of more than five hectares is performed in at least four REDD+ pilot priority provinces by [the end of 2024], and at least three others by late 2026, with a view to covering all the forest provinces by 2031, by taking into account the national data and that originating from the PIREDD and the land divisions ; concessions that are not in good legal standing are returned to the state.

Political milestones by the end of 2023

- g. A **national Land Tenure Policy** is adopted by [the end of 2022] and linked to a national land plan for implementation, adopted and published by [the end of 2023].
- h. A **Land Tenure law** is adopted by the end of 2023 and its priority regulatory texts are identified, developed and adopted by [the end of 2024].
- i. **The Land Information System** (*Système d'informations foncières - SIF*) and its tools for enforcement in urban and rural environments are developed and adopted by [the end of 2023], taking into account vulnerable people, including indigenous peoples, women and others.
- j. The **procedures of land attribution** take into account the pre-existing rights and requirements of the country in the area of land-use planning in force, as well as environmental obligations such as those defined in the law. In particular, as defined in the draft of land tenure policy, strengthening the preliminary inquiry system, and in particular integrating into it the principle of free, prior and informed consent, of the compensation of losses or restriction of local tenure rights and the organization of simplified remedies benefiting local peoples who might suffer harm.

6. Mining and hydrocarbon standards

Vision

To develop competitive and sustainable mining and hydrocarbon sectors, the base of an emergent country and of the well-being of the Congolese people, while championing operations with low impact on the environment generally and the forest and biodiversity in particular.

Objectives 2031

- a. To adopt and implement in a transparent and participatory manner **REDD+ standards²⁴ for hydrocarbon investments in forest areas, with a strengthened regime in high-value forest as well as peatlands²⁵**, in such a manner as to inform, mitigate, reduce and if not compensate their direct

²⁴ Social and environmental standards concerning the impact on forest ecosystems.

²⁵ Peatlands : in compliance with the commitments made by the DRC in the framework of the Brazzaville Declaration and the UNEP/EA.4/RES.16 Resolution on the Conservation and Sustainable Management of Peatlands adopted on 15 March 2019 and covering the following aspects: (i) Establishment and implementation of land allocation plans favoring the conservation and protection of peatlands ; (ii) Promotion of best practices of sustainable management in the peatland zones covered by economic activities so that the latter are managed in a sustainable and judicious manner at the climate level, that is so that they are

and indirect impact on the forest and biodiversity, while taking account of the DRC framework and the best national and international practices in the area ; ensuring the independent review of the implementation of REDD+ standards.

Objectives 2026

- b. To revise the regulatory framework concerning evaluations of social and environmental impact in a participatory approach involving all the stakeholders, with a strong emphasis on the principles of separation of roles and feedback as well as on the direct and indirect impact of the hydrocarbon investments on the forest, water resources, and protected areas.

Political milestones by the end of 2023

- c. To demonstrate the **implementation of the legal obligations** to undertake social and environmental evaluations by operators practicing in the sector of hydrocarbons, mines, forest. agriculture, infrastructures and energy, etc.
- d. **To respect the ban of all hydrocarbon activity incompatible** with the objectives of conservation in **protected areas**, in compliance with the legal framework in force²⁶.
- e. To realize, with a view to supporting the land-use planning process, an **analysis determining to what extent mining and hydrocarbon titles overlap with and/or have an impact on protected areas, high-value forest and peatlands**, as to adopt appropriate measures of prevention or mitigation, and to publish and apply the results which emerge from this by the end of 2023.
- f. To condition all **hydrocarbon investment in the buffer zones of protected areas** on the fact that there is no negative incidence in protected areas, and subject these investments to a prior social and environmental impact study, associated with its duly approved management plan, complying with the legal framework in force²⁷.
- g. The **REDD+ Standards**²⁸ are developed in a participatory manner, adopted and integrated in the Manual of Operations and Procedures of Social and Environmental Evaluation, taking into account the best national and international practices in relation to the prevention, attenuation and compensation (in order of priority) of the direct and indirect negative impact of hydrocarbon investments, by the end of 2023. The REDD+ standards are linked to an independent audit mechanism.
- h. **All contracts of hydrocarbon concessions are published**, In compliance with the Agreement between the Government of the DRC and the EITI by the end of 2022.

neither drained nor dried up; (iii) Implementation of the principle of free, prior and informed consent in the above mentioned activities

²⁶ Article 25 of Law number 14/003 of February 11, 2014 concerning the conservation of nature.

²⁷ Article 19 of Law number 14/003 of February 11, 2014 concerning the conservation of nature.

²⁸ Social and environmental standards limited to the impact on forest ecosystems.

7. Demography

Vision

To accelerate the demographic transition, and thus contribute to having control over population growth, with a view to capturing the demographic dividend.

Objective 2031

- a. To adopt and implement a national population policy, with a view to accelerating the demographic transition and seizing the demographic dividend, integrating a demographic aspect, and putting in place the structures and tools allowing its effective enforcement, by allowing families and households to make themselves resilient to the effects of climate change.

Political milestones by the end of 2023

- b. The **National Population Committee** (*Comité national de population - CONAPO*), including its Technical Secretariat, is revitalized by the end of 2022, and its local and provincial boards are revitalized and/or installed in at least six target provinces by the end of 2023, and at least four others by the end of 2025, to frame the development of the Policy, ensuring the coordination and framing of multisectoral planning in terms of linkage between questions of population and sustainable development, namely its economic, social and environmental dimensions, with the objective of making the DRC an intermediate economic country by 2035.
- c. The **National Population Policy** is updated and adopted by [the end of 2024], including the demographic aspect, with a view to accelerating the demographic transition, seizing the demographic demand and better evaluating and optimizing the impact of population growth on all the areas of development, including the economic dimension, the fight against poverty and inequality and the sustainable development of natural resources.
- d. The new **Multisectoral Strategic Plan for family planning** for the period 2021-2025 is finalized and adopted by [early-2022] to accelerate the demographic transition through a rights-based approach.
- e. A **national strategy of raising of awareness of sexual and reproductive health** is developed integrating the elements of the National Communications Strategy for the promotion of family planning (adopted in 2021), taking account of the associated socio-cultural concerns and the questions of population and development, and adopted by [the end of 2023].
- f. **An agreement protocol** is concluded between the Ministry of Health and financial and technical partners, to support the implementation of the Multisectoral Strategic Plan for family planning 2025, so as to facilitate a substantial increase in family planning services through complementary private and public approaches.
- g. An **Advocacy Plan** with the Government to (i) gradually increase the allocation and execution of the **domestic budget** to family planning, in line with the existing governmental decision, and to (ii) allocate a constant line of credit to CONAPO, is adopted by [the end of 2023].
- h. To maximize internal and external advocacy, the **national coordination of the Permanent Multisectoral Technical Committee (CTMP)** for family planning is revitalized and is functional by the end of the first quarter of 2022, In compliance with its statutes of internal regulation.

8. Governance and mobilisation of resources

Vision

Good governance, the improvement of business climate, a better intersectoral coordination and the participation of stakeholders in the decision-making processes allow: (i) ensuring a sustainable management of natural resources, including the forest, and (ii) attracting sustainable private and public investments and increasing their contribution to the state budget.

Objective 2031

- a. In the context of the reforms underway, to ensure the consistency of the laws and the sectoral regulatory texts with a view to :
 - i. Aligning policies, strategies and sectoral programs to guarantee the correct management of natural resources and of the REDD+ process
 - ii. Improving the business climate so as to attract sustainable private and public investments
 - iii. Strengthening the mobilisation of private and public financial resources, domestic and foreign, to finance development and boost resources, especially of the state budget, and contribute to the implementation of the Nationally Determined Contribution and this Letter of Intent, in a logic of sustainable management and preservation of national resources, including the forest.

Objective 2026

- b. To experiment with a special economic zone model seeking to base itself on agricultural, energy and other investment, as well as the development of their value chains at reduced impact on the forest and ecosystems, and in favor of local communities and indigenous peoples, linked to a set of rules and measures facilitating these investments by the end of 2025.

Political milestones by the end of 2023

- c. A legal review of exploration licenses and hydrocarbon contracts is performed by 2023 in consultation with the various stakeholders, and its results are published and applied by the end of 2025.
- d. The tools for payment for ecosystem services are piloted in at least 3 PIREDD by end 2023.
- e. By the end of 2023, at least 3 PIREDD provinces are supported to define, in an open, participatory and inclusive manner, provincial and local development plans, integrating the priorities of this Letter of Intent as per the National REDD+ Framework Strategy , with a view to consolidating the response to the drivers of deforestation and to provide direction to the land use planning process at different levels.
- f. A pilot model of the special economic zones and its plan of mobilisation of domestic and foreign resources is defined and adopted by the end of 2023.
- g. A **mechanism of monitoring and evaluation of the participation** of stakeholders (women, indigenous peoples, local communities and others) is defined and implemented by the end of 2022.
- h. A **review of the legal texts of inclusive governance at the local level** is performed by the end of 2023 under the coordination of the Ministries of Planning and Rural Development, so as to clarify the

institutional aspects, the function of coordination of activities, the role and responsibilities of the structures of representation of actors in local governance (including CLAT, CARG, CLD etc), while preserving the sectoral inclusiveness of local processes and the representativeness of stakeholders.

- i. A **plan to mobilise domestic resources** is defined and adopted by end 2022, to contribute to the implementation of this Letter of Intent. This plan will inform the development of a new Strategy of Medium-Term Revenue Mobilisation (Stratégie de Mobilisation des Recettes à Moyen Terme - SRMT) in partnership with the World Bank and the International Monetary Fund (IMF).
- j. The Government will suggest in 2022 to the IMF and the World Bank to integrate certain commitments of this Letter of Intent through the monitoring mechanisms of these partners, thus ensuring consistency in the conduct of reforms
- k. A **mobilisation of private investment** plan is defined and adopted by [the end of 2022], to contribute to the implementation of this Letter of Intent.
- l. Innovative **non-domestic resources** are mobilised for the implementation of REDD+ priorities, in the form of direct contributions, co-financing and alignment.
- m. The **Law on Indigenous peoples** is finalised and adopted and its texts of priority application defined, developed and approved.